

ATTIKA : LA MOTION



Ce que vous allez lire est la motion de ceux qui ne cherchent pas la compréhension de la bonne société des fuyards du fisc, des goinfres des stock-options, des griots de la bourse pour tous, de leurs porte-paroles, porte-plumes, porte-sacoques et porte-flingues... C'est la motion de ceux qui disent :

ça ne suffit pas de vouloir l'égalité, il faut faire des égaux. La nouvelle donne économique doit devenir une nouvelle donne sociale.

Maintenant, c'est possible. Et ça dépend de nous.

Cher(ère)s camarades,

Vous avez sûrement lu notre contribution “ sept jours dans la vie d’Attika ”. Attika c’est une jeune fille qui a du caractère. Mais elle n’est pas différente des autres garçons et filles de sa génération. C’est un peu l’étudiante-type de plus de dix-huit ans comme nous en connaissons tous dans nos familles. Elle a rempli les objectifs que la gauche avait fixé à 80 % de sa classe d’âge : elle a eu le bac. A la fac elle a appris à suivre les cours avec le classeur sur les genoux et elle a déjà un curriculum d’enfer avec ses petits boulots pour joindre les deux bouts. Elle sait pourtant qu’elle a de la chance parce qu’elle a aussi vu des copains d’enfance dériver de l’échec scolaire au trafic des cités en passant même des fois par la case prison. Elle, elle milite pour la taxe Tobin dans un comité ATTAC et elle est allée à Millau. Elle est bien représentative de cette nouvelle génération qui n’a pas la tête bouchée par la crise ni la pensée bornée par l’horizon soit-disant indépassable du capitalisme.

Attika a décidé d’adhérer au PS. Ne cachons pas que ça n’a pas été simple de la convaincre. “ Je ne veux pas être candidate aux élections, moi ! ”, “ je ne veux pas être embrigadée ”, “ est-ce qu’il y a d’autres jeunes ? ”, “ ça prend combien de temps ” etc, etc.

Ce qui l’a décidée c’est quand on lui a dit : “ quand on ne s’occupe pas de politique, la politique s’occupe quand même de toi ” et aussi “ si tu veux que ça bouge, bouge-toi ! ”. Ce n’est pas un hasard si elle est plus radicale et prête à se mobiliser que d’autres avant elle. Elle est en phase avec son temps. C’est le retour de la croissance et de l’emploi qui ouvre les vannes des revendications et de la contestation. Les têtes se relèvent. Franchement, c’est surtout de cela dont la gauche peut être la plus fière.

Attika écrit à François Hollande. Sept lettres écrites par quelqu’un qui a pris la peine de s’informer (les études ça sert aussi à savoir faire ça !). Nous avons décidé d’en faire le texte de notre motion. Attika parle clair et franc. Tout le monde peut comprendre ce qu’elle dit. Elle est pleine d’idées. A commencer par la plus simple de toute : maintenant c’est son tour d’être heureuse. Ca c’est concret !

Nous qui allons défendre ce texte nous sommes le pied de nez à tous ceux qui espèrent voir le socialisme français mis aux normes des Tony Blair et autres baudruches de la social-démocratie européenne domestiquée. Nous voulons que le congrès du Parti Socialiste soit le point de départ d’un optimisme contagieux. Les Français sont de retour : blacks, blancs, beurs au coude à coude sur les stades et dans la vie, libres, égaux et fraternels pour montrer qu’on peut faire davantage de choses quand on en croit moins d’impossibles !

Nous ne vous cachons rien de nos ambitions. Pour nous le socialisme est un idéal concret et pas un horizon qui s’éloigne à mesure qu’on avance... Avec Jean Jaurès nous appelons cela “ La République Sociale ”. Pour y arriver, il faut rompre avec le vieil ordre des choses dans lequel nous vivons. Notre texte dit où et comment, pour commencer à avancer de ce côté là.

La Gauche Socialiste

“ C’est quand même ultra-naïf de croire qu’on peut changer le monde sans changer les règles du jeu, comme si on pouvait faire les poches au capitalisme pendant qu’il fait la sieste ”.

Le 24 septembre.

Monsieur le Premier Secrétaire,

Vous pensez bien que j’ai d’abord tenté de vous passer un coup de fil, mais reconnaissez que c’est pas très facile de vous joindre. J’ai donc arrêté de faire le siège du standard de votre bureau et pris mon stylo pour vous écrire. D’ailleurs c’est pas plus mal, j’ai tellement de choses à dire que mes parents auraient hurlé sur la note de téléphone.

Je voulais d’abord que vous sachiez que ça y est, j’ai ma carte ! Eh oui, j’ai participé à ma première réunion de section la semaine dernière. Quand les adhérents m’ont vu débarquer, ils avaient l’air trop content qu’une jeune adhère. Mais heureusement qu’on m’avait prévenue à l’avance qu’à l’annonce de sondages défavorables, le PS ressemble quasiment à une foire d’empoigne. Je ne sais pas si c’est pareil en Corrèze, mais en tout cas, dans ma section, ça canardait dans tous les coins. A les entendre parler, j’avais l’impression d’avoir été téléportée au milieu d’un groupe d’aficionados après un match de foot : il y avait autant d’avis différents que de gens dans la salle.

Tout le monde avait l’air perdu. Et chacun avait sa marotte bien à lui : “Il faut baisser la TVA”, “Le problème c’est le pétrole”, “Lionel a mal géré le conflit des patrons routiers”, “Baissons les cotisations sociales”, “Fabius est trop comme ci”, “Bidule est trop comme ça”, “C’est la faute de Chevènement”, “La cassette, c’est la cata”, et je vous promets que j’en oublie plein. Y a même quelqu’un qui a dit que la croissance allait à nouveau disparaître...

“ Le cœur du débat ne se situe pas entre la suppression de la vignette auto ou la baisse des cotisations sociales ”

Il y a du vrai et du faux dans ce qu’ils ont dit. Mais enfin, ça faisait surtout panique à bord, comme ambiance. C’est pour ça que j’étais d’accord avec ce qu’a dit Claire, qui s’est présentée comme quelqu’un de la Gauche Socialiste. Mon voisin en costard cravate qui ne faisait que de me répéter qu’en 1968, il avait été trotskyste, m’a dit qu’il fallait s’en méfier comme de la peste. Sans jamais m’expliquer pourquoi il n’était pas d’accord avec elle. D’ailleurs, personne n’a opposé à Claire d’arguments convaincants. Et, après son intervention, ils se sont empressés de passer au point suivant, les municipales, la question visiblement très attendue. Et leurs chamailleries sont reparties de plus belle.

Je vous le dis franchement, de ce que j’ai vu, pour militer dans votre parti, il faut avoir le cœur bien accroché. Quand on n’a pas pour ambition d’être candidat à quelque chose, on se demande un peu ce qu’on fait là.

Qu’est-ce qu’elle a dit Claire ? Que le cœur du débat ne se situait pas entre la suppression de la vignette auto ou la baisse des cotisations sociales. Qu’elle ne croyait pas non plus qu’il y ait une différence manifeste de politique économique et sociale entre

1997, 98, 99 et 2000. Et qu'elle croyait encore moins que la hausse du prix du pétrole puisse remettre en cause le retour de la croissance. Claire a rappelé que les cycles de croissance connaissent certes des hauts et des bas, mais sans qu'ils ne brisent jamais la tendance. Depuis 1997, cette tendance est positive.

“ La croissance pour le moment, c'est dans le journal, pas vraiment dans l'assiette .”

La croissance porte bien son nom. Avec elle, tout s'accroît. Le travail, certes. C'est bon à prendre. Mais aussi les inégalités. Comment pourrait-il en être autrement ? Vingt ans de prise d'avantages du capital sur le travail ne s'effaceront pas par magie. Il y a trop d'intérêts en cause. Ça ne vous a pas frappé de voir en même temps des bons chiffres pour l'emploi et l'annonce de profits gigantesques ? Il y a des gens qui pensent que ça ne peut pas être autrement. Mais moi je vois bien que ceux qui disent ça y trouvent souvent leur compte...

Résultat : on produit sans doute davantage de richesses, mais qui en profite ? Le SMIC est toujours aussi bas, le pouvoir d'achat ne décolle pas et les fins de mois sont toujours aussi difficiles pour ceux qui n'ont pas la chance d'être tombés du bon côté de la tartine, côté beurre et confiture. La croissance pour le moment, c'est dans le journal, pas vraiment dans l'assiette.

J'ai très bien compris ce que Claire voulait dire. C'est vrai que par exemple, aux Etats-Unis, la croissance continue, ça fait 10 ans qu'ils l'ont. Et ça n'a pas empêché les inégalités de progresser plus vite encore. Claire a même donné un chiffre hallucinant : là-bas, 1 % de la population reçoit autant de revenus que les 38 % les plus pauvres, et ça s'aggrave. Alors, c'est vrai, y'a de l'embauche en Amérique. Y'en a tellement que parfois, les gens ont trois boulots, mais à temps partiel et avec des salaires d'esclaves.

“ Dans ce paquetage de la mondialisation financière, il n'y a rien à prendre et tout à rejeter. ”

“ La vérité, a-t-elle ensuite expliqué, c'est que la croissance ne tempère pas le capitalisme : c'est dans sa nature de produire de l'inégalité. C'est même son carburant vital. S'il y a des riches, c'est parce qu'il y a des pauvres. Si les pays dominants s'enrichissent autant, c'est parce que les bas-fonds de la mondialisation sont cantonnés à la pauvreté absolue. Et dans le capitalisme de notre temps, qui est financier et transnational, cette logique profonde de l'exploitation fonctionne à plein. Sa caractéristique particulière ? Un gain de temps, de profit et un changement d'échelle. Car la tutelle qu'exerce sur toutes les catégories d'activités la strate financière du capital a des conséquences profondes. La finance s'est aujourd'hui rendue autonome par rapport à la production. Ses transactions n'ont aucun besoin de correspondre à des échanges réels. Du coup, elles se déroulent sans mécanisme de régulation extérieur à elles-mêmes. L'investissement productif, les stratégies industrielles et commerciales de long terme et la dimension sociale sont alors placés hors-jeu ”.

“ Tenter de panser les dégâts sociaux engendrés par le système équivaut à vider le Titanic avec un seau. ”

Je partage assez les conclusions qu'elle en tire. Dans ce paquetage de la mondialisation financière, il n'y a rien à prendre et tout à jeter. Du coup, tenter de panser les dégâts sociaux engendrés par le système équivaut à vider le Titanic avec un seau. Pourtant, quand Claire a dit que pour s'en sortir, il fallait que les socialistes proposent des

réformes de rupture qui s'attaquent à la logique du système, à la racine des problèmes, les autres camarades l'ont taxée d'éternelle rêveuse.

Je ne sais pas si vous êtes d'accord, mais moi, je trouve que ce sont eux qui rêvent. C'est quand même ultra-naïf de croire qu'on peut changer le monde sans changer les règles du jeu, comme si on pouvait faire les poches au capitalisme pendant qu'il fait la sieste.

Vous voyez, en rentrant chez moi après la réunion, je me suis dit qu'il y avait quelque chose de bizarre dans ce parti. Alors que la gauche est au pouvoir en France et en Europe, elle semble résignée à accepter le cours des choses. Tous les militants présents étaient sincères dans leur engagement socialiste mais ils avaient l'air tellement désarmés et si désabusés...

Moi, même si je suis la "petite nouvelle", comme ils m'ont gentiment appelée dans ma section, et même si je n'ai pas un avis très clair sur l'OPEP et la TIPP, il y a une chose dont je suis sûre : ça fait 150 ans que des gens se battent pour changer le monde, et le capitalisme ne nous a toujours pas apporté la preuve qu'il pouvait rendre les gens heureux.

Je comprends qu'on puisse rêver d'avoir la recette du socialisme avec les ingrédients du capitalisme. Tout changer sans rien changer. C'est tentant et sûrement confortable. Le problème, c'est que ça ne marche pas. Même quand les ouvriers cessent de croire à la lutte des classes, les patrons, eux, ne désarment pas.

“ Le capitalisme ne nous a toujours pas apporté la preuve qu'il pouvait rendre les gens heureux. ”

Si nous-mêmes, socialistes, on accédite l'idée selon laquelle il n'y a qu'un seul système possible, je comprends que ça ne se bouscule pas pour adhérer. Reconnaissez que le gâchis serait énorme. Car moi, je crois vraiment qu'inverser le cours des choses est plus que jamais possible. D'accord, les libéraux ont marqué des points décisifs ces dernières années, mais en même temps, les gens font vite le lien entre la dégradation de leurs conditions de vie et le système économique qui en est responsable. Croyez-moi, quand l'eau, l'air et la nourriture sont "pollués" au point d'être imbuvable, irrespirable et immangeable, quand on perd son job alors que sa boîte fait des profits "historiques", je vous jure que chacun comprend que la World Company des Guignols, ce n'est plus de la fiction.

C'est pour ça que les licenciements de Michelin, les stock-options de Jaffré ou le scandale de l'Erika indignent tout le monde. C'est pour ça que José Bové est perçu comme un Robin des Bois des temps modernes. Pour nous, et je suis sûre que là, vous serez d'accord, cette contestation nouvelle est une chance. Elle est un point d'appui exceptionnel pour la progression des idées de gauche.

“ Moi je crois qu'on pourrait proposer des réformes radicales, qui rompent avec la logique du système. ”

Tout le monde répète que l'économie est florissante, qu'une cagnotte en cache toujours une autre, alors personne ne comprendrait que tout continue comme avant. Tout le monde voit bien qu'on a les moyens de se battre. Dans les boîtes, maintenant qu'on sait que les patrons ont besoin d'embaucher, les salariés ne se laissent plus faire. La crise leur a déjà coûté assez cher. Ils veulent autre chose que subir et se taire. Tant mieux. C'est à la gauche de leur répondre, vous ne trouvez pas ?

En tout cas, sur beaucoup de points essentiels comme les ghettos, le travail ou l'Europe, moi je crois qu'on pourrait proposer des réformes radicales, qui rompent avec la logique du système.

C'est le principe de réalité qui nous impose cette voie. Vous devez d'ailleurs mieux le savoir que moi, je l'ai lu dans la déclaration de principes du PS qu'on m'a donnée quand j'ai adhéré : " Le socialisme moderne met les méthodes du réformisme au service de l'idéal révolutionnaire ".

Attika.

“ Le moment est venu de partager le gâteau en augmentant les salaires. ”

Le 25 septembre.

Cher Premier secrétaire,

J'ai une question à vous poser : d'après vous, que veulent les salariés dans ce pays ?

- a) le nouveau management dans l'entreprise
- b) l'épargne salariale
- c) la refondation sociale
- d) le million !

Réfléchissez bien avant de donner votre réponse. Ca y est ? C'est votre choix, c'est bien votre choix ? Vous êtes sûr ? C'est votre dernier mot ?

Bon, je vous donne la réponse. Ils veulent “ le million ”. De la thune, des pépettes, du flouze, du blé, de la maille, du pèze, du fric, du pognon quoi ! Y'en a marre de se serrer la ceinture. Vingt ans que ça dure.

**“ “ Vous avez un boulot, c'est formidable ! ”,
sous-entendu “ Vous n'êtes pas chômeur, vous n'avez pas le droit de vous plaindre ”. ”**

Ras-le-bol du spectacle de ces produits de consommation étalés à longueur de spots télé aussi accessibles au commun des mortels que de courir le 100 mètres en moins de 8 secondes. Il y a plus de 20 millions de salariés dans ce pays : 90% de la population active ! Un sur deux vit avec un salaire de moins de 8900 francs. Deux millions et demi avec le SMIC. Sincèrement, qui peut croire que c'est le bonheur de vivre avec 6500 francs par mois quand il faut choisir entre payer la facture d'EDF ou celle de France Télécom, entre le paquet de clopes ou le journal, entre les fringues des gosses et les vacances ? Personnellement, ça me dégoûte tous ces discours sur le thème “ Vous avez un boulot, c'est formidable ! ”, sous-entendu “ Vous n'êtes pas chômeur, vous n'avez pas le droit de vous plaindre ”.

**“ Pourquoi on ne déciderait pas d'augmenter le SMIC à 7000 francs nets ?
Pourquoi on ne convoquerait pas chaque année une conférence salariale ? ”**

Alors, oui, le moment est venu de partager le gâteau en augmentant les salaires. Sinon, ça sert à quoi d'être socialiste ? Honnêtement, dire à chaque salarié qu'il faut construire le rapport de force boîte par boîte, c'est pas très sérieux. Autant dire à un soldat en première ligne du front : “ vas-y, fonce, on te couvre ” ! Non mais sans blague, le gouvernement il est de gauche ! Pourquoi on ne déciderait pas d'augmenter le SMIC à 7000 francs nets ? Pourquoi on ne convoquerait pas chaque année une conférence salariale ?

Car croyez-moi, ça piaffe, ça grince, ça coince dans les entreprises. Je ne vous parle pas de ceux qui comptent leur salaire en KF et négocient leurs primes en stock-options. Je vous parle des autres, ceux qui n'ont pas été augmentés depuis 10 ans, ceux qui sont obligés de passer par la pointeuse pour la pause pipi, ceux dont les conventions collectives prévoient qu'ils sont payés moins que le SMIC. Les caissières qu'on fait venir pour 3 heures et qui gagnent pour tout salaire la valeur d'un RMI et un dos en compte.

Ceux qui passent de l'intérim au CDD et vont chercher de l'embauche tous les lundis matin, comme au XIX siècle. Les fonctionnaires, les infirmières qui font à deux le boulot qu'ils faisaient auparavant à cinq. Ceux-là regardent passer la croissance à la télé et dans le bilan comptable des entreprises. A la loterie des accords de branche, certains ont gagné grâce aux 35 heures une demi-journée de travail en moins, et en sont très heureux. D'autres, moins chanceux, sont contraints de produire en 35 heures autant qu'en 39 heures et attendent toujours les embauches supplémentaires. Ils ne confondent pas la masse salariale et leur feuille de paye. Ils savent très bien que l'augmentation du volume des salaires, c'est un effet mécanique de la baisse du chômage qui ne leur fait pas du tout oublier la stagnation de leur pouvoir d'achat.

Ce sont eux qui pensent de plus en plus fort que la gauche, c'est bien mais que c'est pour les autres. Depuis que j'ai adhéré au Parti Socialiste, je branche tout le monde, la famille, les voisins, les collègues de boulot de mes parents. Sur certains sujets, je m'en sors bien. Sur la CMU ou le PACS, j'arrive à les convaincre que le gouvernement fait des choses super. Mais alors, quand on discute des conditions de vie des travailleurs là, François, SOS, qu'est-ce qu'il faut dire ?

“ L'épargne salariale, c'est du salaire versé avec un élastique : il revient dans la poche du patron ”

Tiens, j'ai même tenté l'épargne salariale... Qu'est-ce que j'ai pris et vous aussi par la même occasion ! A la place des augmentations de salaires, on va donner aux salariés des actions de leur entreprise qui seront bloquées pendant des années. L'épargne salariale, c'est du salaire versé avec un élastique : il revient dans la poche du patron qui s'en occupe à la place du salarié. Et pourquoi pas des emprunts russes tant qu'on y est !

Et vous imaginez la schizophrénie ! D'un côté des actionnaires qui poussent à licencier et à réduire la masse salariale pour que leurs actions rapportent un maximum, de l'autre les salariés qui essaient de résister. Et, au milieu, les actionnaires salariés qui ne savent plus de quel côté ils sont. Cette année, les gars, vous ne serez plus payés en salaires mais en dividendes. Salut les 3x8, bienvenue au CAC 40 ! Les actionnaires salariés sont dupés et du coup, il y en a de moins en moins. En 1987, il y avait plus de porteurs d'actions en France que maintenant. Que le MEDEF qui n'en pince que pour les fonds de pension défende l'épargne salariale, c'est logique, mais expliquez-moi ce qu'un gouvernement de gauche est allé faire dans cette galère. Il y avait quand même d'autres choses sacrément plus urgentes et plus utiles à réformer.

Vous avez sans doute remarqué que les gens n'ont pas accueilli les baisses d'impôts avec autant d'enthousiasme que vous deviez l'espérer. Bien sûr, il y a eu l'affaire du prix de l'essence. Mais je crois aussi que les gens en ont assez de voir que la feuille de paye ne bouge toujours pas. Il y a des chiffres qui donnent le tournis : + 230% de profit pour France Télécom, + 170% pour Alcatel. Il paraît qu'en 6 mois, les grandes entreprises ont fait autant de profit que pendant toute l'année dernière.

“Vous avez vu comme le gouvernement est populaire quand il s'oppose à l'accord sur l'UNEDIC que le MEDEF voulait imposer ?”

Pendant les années de crise, les gens se sont serré la ceinture parce qu'ils croyaient que leur entreprise était au bord de la faillite. Maintenant, vous ne pouvez plus leur demander de continuer à être les seuls à se sacrifier. Les fruits de la croissance, pour le moment, ce n'est pas dans le panier de la ménagère qu'on les trouve !

Vous avez vu comme le gouvernement est populaire quand il s'oppose à l'accord sur l'UNEDIC que le MEDEF voulait imposer ? Alors, si on le fait sur l'UNEDIC, pourquoi le gouvernement n'aurait pas le droit de mettre son grain de sel dans les salaires ? Une

conférence salariale, ce serait un bon moyen d'organiser le dialogue social autrement que sur les bases du patronat.

Mais alors le plus effarant dans tout cela, c'est l'indécence du MEDEF. L'UNEDIC, la sécu, le contrat de travail, la retraite, et même la médecine du travail, tout ce que les salariés ont pu protéger, sauvegarder pendant la crise, ils veulent tout prendre. Leur objectif, c'est clair, c'est la destruction du salariat et du Code du travail. François, il ne faut rien leur céder, et mieux encore il faut profiter de la nouvelle donne et de la croissance pour rétablir un ordre public social.

Je vous prends peut-être un peu la tête avec tout cela, mais ce que je vous raconte c'est ce que j'entends en discutant avec des gens qui bossent dans des milieux très différents. Moi, mon expérience personnelle du monde du travail, on en a vite fait le tour, mais elle est du genre qui ne s'oublie pas. Un job d'étudiante au Mac Do, ça ne suffit peut-être pas pour dire qu'on connaît l'usine, mais croyez-moi, ça suffit pour dire qu'on connaît l'exploitation !

“ Si on se décidait enfin à mettre de l'ordre dans ce que l'inspecteur Filoche appelle “le travail jetable”, elles viendraient toutes vous embrasser sur la bouche ”

Aujourd'hui, dans les boîtes, c'est toujours aussi dur et il y a toujours la menace d'être viré. Et si tu fais la forte tête, tu as le droit aux brimades. Ce n'est pas un hasard si on parle autant de harcèlement au travail. La moitié des patrons ricanent quand on dit “ Code du Travail ”, et tu peux toujours menacer de faire appel à l'inspecteur du travail ! Vu leur nombre et avec le boulot qu'ils ont, t'as des chances d'en attraper un entre 2 heures et 4 heures du matin !

Vous avez l'air d'être vachement fiers de vos chiffres sur le chômage. C'est bien, le nombre de demandeurs d'emplois baisse. Mais le chômage de masse n'a pas disparu : il y a ceux qui ne trouvent toujours pas, ceux qui ne sont pas inscrits, qu'on a radiés, qu'on ne décompte pas. Et puis quand je vois autour de moi les jeunes qui ont trouvé du travail, il ne faut pas être trop regardant sur le genre de boulot que c'est. A part les emplois-jeunes, les autres ce n'est que CDD, intérim et temps partiel. Pour un jeune ordinaire, dégoter un CDI à plein temps, c'est encore à peu près aussi difficile que d'avoir les trois télés au jeu du millionnaire.

Puisque je parle du temps partiel, je ne peux pas m'empêcher de vous parler un peu des femmes. Pas les superwomen qui ont décidé qu'elle ne céderaient pas un pouce de terrain et qui programment les biberons sur leur Organizer. Non, je pense à toutes celles à qui on essaye de faire croire que le temps partiel c'est mieux pour s'occuper des mômes, qui constituent les deux-tiers des travailleurs les plus pauvres. Celles-là, je peux vous dire que si on se décidait enfin à mettre de l'ordre dans ce que l'inspecteur Filoche appelle “le travail jetable”, elles viendraient toutes vous embrasser sur la bouche. La perspective est quand même plus excitante que la refondation sociale de Denis Kessler.

“ La citoyenneté, elle est d'abord sociale ”

Lionel a dit que l'objectif des socialistes, c'est le plein emploi. Alors allons-y, chiche ! Les patrons eux, ils parlent de pleine “ employabilité ”, tout est dans la nuance. Et elle est de taille : des milliers de travailleurs-pauvres, de salariés précarisés et un taux de chômage permanent soit-disant “ structurel ”. Si on veut vraiment faire le plein emploi, y'a pas trente six mille solutions : ce sont de vrais salaires, un bon statut, et des droits pour chaque salarié. Sinon, ça nous fait une belle jambe d'être des citoyens “ libres et égaux en droits ”. Il faut aussi en avoir les moyens ! La citoyenneté elle est d'abord sociale.

Tout ce que je vous raconte, pour moi, c'est un vrai modèle de société. Et je vous le garantis, le jour où vous appelez à une manif pour obliger les patrons à venir discuter autour de la table de la conférence pour l'augmentation des salaires et pour l'ordre public social, tous les gens dont je vous ai parlé et bien d'autres, vous pouvez compter sur eux, ils feront République-Bastille avec vous, même s'il pleut.

Attika.

*Les propositions
de la Gauche Socialiste*

■ **AUGMENTER LES SALAIRES**

- **Augmenter le SMIC à 7000 F nets.**
- **Une conférence salariale annuelle tripartite** (syndicats, patronat, gouvernement).
- **Indexer les salaires** sur les prix.
- **Par la loi, ajuster automatiquement au niveau du SMIC** tous les minima conventionnels.
- **Refuser l'épargne salariale et les fonds de pension.**

■ **POUR L'ORDRE PUBLIC SOCIAL :**

- **Contrôler les licenciements :**
 - En cas de doute sur leur motivation, l'inspection du travail doit pouvoir les suspendre.
 - L'employeur devra alors saisir le juge pour les justifier et les obtenir.
 - Contrôle réel des plans sociaux par l'Etat pour interdire les "licenciements Michelin".
- **Combattre l'intérim et la précarité :**
 - pas plus de 5% de CDD et d'intérim dans les entreprises de plus de 20 salariés (20% dans les autres),
 - hausse de la prime de précarité de 6 à 10% et de la prime d'intérim de 10 à 15%.
- **Lutter contre les heures supplémentaires :**
 - les rendre plus coûteuses que l'embauche (majoration de 25% après 35h, de 50% après 40h),
 - baisser les durées maxima du travail (44h hebdomadaires).
 - deux jours de repos consécutifs pour tous,
 - refus du rétablissement du travail de nuit pour les femmes. Encadrement du travail de nuit pour tous.
- **Contrôler la sous-traitance :**
 - alignement des droits des salariés des entreprises sous-traitantes sur ceux des donneuses d'ordre,
 - reconnaissance des "unités économiques et sociales" par l'inspection du travail.
- **Abrogation de la loi quinquennale** de Giraud.

■ **RENFORCER LES DROITS DES SALARIES DANS L'ENTREPRISE :**

● **Renforcer les représentations collectives des salariés :**

- élection de délégués du personnel à partir de 5 salariés,
- renforcement des conseillers du salarié,
- extension de l'obligation d'obtenir pour l'employeur un avis conforme des CE ou des délégués du personnel sur les questions relatives aux horaires, conditions de travail, application des conventions.
- les CHSCT doivent pouvoir imposer une "une obligation de faire" à l'employeur.

● **Plus de moyens pour l'inspection du travail :**

- doublement des sections,
- suivi systématique en justice des PV dressés.

● **Respecter les organisations représentatives :**

- tout accord de branche ou d'entreprise, pour être valide, doit être signé par les organisations syndicales représentatives majoritaires,
- des fonds publics pour les syndicats selon leur représentativité.

■ **LA SOLIDARITE PAR LA SECURITE SOCIALE :**

● **Convocation des élections** dans les caisses de Sécurité sociale.

● **Rétablissement des 37,5 annuités pour la retraite**, retour au calcul sur les dix meilleures années.

● **Indexation des retraites** sur l'évolution moyenne des salaires.

● **Abrogation du plan Juppé** (rationnement des soins, RDS, étatisation).

● **Plan massif de relance de l'hôpital public**, basé sur une analyse de santé publique dégageant les besoins non satisfaits de la population.

● **Amélioration des remboursements** de l'assurance maladie, notamment l'optique et la dentisterie.

“ Il faut rompre avec les ghettos qui tuent la République. ”

Le 26 septembre.

Monsieur le Premier secrétaire,

Quand j'ai reçu les deux pavés de contributions générales et thématiques publiées par l'Hebdo des socialistes, j'ai pensé à vous. Vous faites vraiment un boulot qui ne doit pas être marrant tous les jours ! Lire tout ça d'un coup, c'est mission impossible. Même en avalant une sacrée dose de caféine, je n'y suis pas arrivée : mes paupières me sont tombées dessus. Heureusement, les “7 jours dans la vie d'Attika”, vous avez pu les lire pendant les vacances, c'est toujours ça de moins à faire à la rentrée !

J'imagine que vous vous souvenez de la cité des Bois-Fleuris ? Je ne sais pas ce que vous en avez pensé, mais moi ça m'a fichu un sacré bourdon de voir ce qu'est devenue la cité de mon enfance. Et si je tiens à vous en parler, c'est que je suis persuadée que vous ne faites pas partie de ceux qui disent, bien assis au fond de leur fauteuil, que tous ces problèmes de cité et de violence sont exagérés et dramatisés à outrance.

Il y en a même qui ne se gênent pas pour affirmer que l'été ne s'est pas si mal passé, sans banlieues qui brûlent, sans casseurs, sans affrontements entre jeunes et policiers. Ceux-là concluent en général leurs propos rassurants par un “nos cités sont loin de ressembler aux quartiers ghettos des Etats-Unis” !

“Petit à petit, beaucoup de gens se sont résolus à accepter la violence et les ghettos comme une fatalité.”

Ce n'est pas à vous que je vais apprendre le bon vieux dicton “il faut se méfier de l'eau qui dort”. Surtout... quand elle ne dort pas ! Dans les cités, derrière le calme apparent, un certain ordre s'est bel et bien imposé. Pas l'ordre social, non. Mais l'ordre des caïds et des dealers qui font du business sur le dos de la marginalisation de populations qu'ils tiennent désormais en coupe réglée. Et je peux vous dire que le deal leur procure un énorme profit, vu que certaines substances illicites relèvent maintenant de la consommation de masse. (Je vous le dis en passant, il faudra bien un jour qu'on discute à fond sur le statut de ces substances, si on veut vraiment s'attaquer au problème de l'économie parallèle). Les dealers ont besoin d'un calme relatif pour organiser ce trafic. Par contre, quand ça barde, il n'y a plus de limite. Récemment deux policiers se sont fait tirer dessus avec des armes à feu, et ça n'a pas suscité d'émotion particulière. C'est dire si petit à petit, beaucoup de gens se sont résolus à accepter la violence et les ghettos comme une fatalité.

D'ailleurs, qu'est-ce qu'on fait pour l'empêcher ? On “gère” le problème en mettant de temps en temps des cordons de CRS autour des quartiers chauds... Pour le reste, on prie le Dieu “croissance” qu'il veuille bien nous débarrasser de toute cette misère... Après tout, c'est comme cela qu'ils font aux Etats-Unis. Et là bas, ils ont même construit suffisamment de prisons pour enfermer 2 millions de personnes.

“Les habitants des quartiers sont victimes d'un double abandon. Après avoir été abandonnés par la crise, ils sont abandonnés par la reprise.”

Ah ! la croissance, on en voit les effets. Ma copine Marie-Claude a fini par trouver un boulot au SMIC. Le lendemain de la signature de son contrat de travail, elle a fait les cartons pour déménager avec mari et enfants. Pas à cause de la tronche des immeubles, non, mais pour protéger ses enfants des mauvaises fréquentations. Vous savez, c'est un peu comme ces gens de gauche attachés à la laïcité qui mettent leurs enfants dans le privé parce qu'ils trouvent que l'école du coin n'est pas terrible. C'est vrai quoi : quand on est parent, on n'a pas le choix, on veut ce qu'il y a de mieux pour ses enfants ! Aux Bois-Fleuris c'est la même chose. Quand quelqu'un voit le bout du tunnel, il s'en va aussitôt. Résultat : le quartier s'enfoncé encore plus et ceux qui restent avec. J'ai même entendu le Ministre de la ville dire que "le risque existe que la reprise s'arrête à la porte des cités". Il a raison. Maintenant, les habitants des quartiers sont victimes d'un double abandon. Après avoir été abandonnés par la crise, ils sont abandonnés par la reprise. Nous avons nos ghettos à la française, des vrais ghettos violents, et le taux de croissance du PIB n'y change rien.

Je vais vous dire : je ne suis pas sûre que ce soit un hasard. Dans le nouveau contexte économique, ces ghettos sont une sacrée aubaine pour les libéraux. Ils créent la violence, la peur, les discriminations et l'insécurité qui opposent les uns aux les autres quand on devrait se battre tous ensemble. A croire que la criminalisation de la misère est désormais pour eux une stratégie délibérée. Les caïds se font les promoteurs des valeurs de la jungle libérale qui tuent l'esprit de contestation de la jeunesse des quartiers pour l'éduquer aux préceptes des marques, du fric facile, du consumérisme absolu. Il y en a qui ont bien compris que tout ça servait leurs intérêts. Plus on est divisé, moins on revendique.

“A entendre la façon dont certains responsables parlent des cités, on dirait que ces problèmes ne concernent qu'une partie marginale de la population française.”

Vous voyez, François, je ne me fais plus d'illusions. Je sais désormais que ce n'est pas la "main invisible du marché" qui va mettre fin à ces situations. D'où ma question : qu'est-ce qu'on attend ? Pour tout vous dire, je me suis fait ma petite opinion sur le sujet. A entendre la façon dont certains responsables parlent des cités, on dirait que ces problèmes ne concernent qu'une partie marginale de la population française. Au contraire, tout le monde est concerné. Qui est capable de citer une ville de plus de 10 000 habitants qui n'a pas son quartier à problèmes et ses voitures qui brûlent ? Vous qui êtes Premier secrétaire du premier parti de France, qui vous déplacez dans tout le pays, vous les entendez ces profs, ces travailleurs sociaux, ces policiers, ces parents, ces chauffeurs de bus, épuisés, excédés, qui habitent des grands-ensembles ou qui vont y travailler la peur au ventre ? Vous les voyez ceux qui n'en peuvent plus et qui finissent par désespérer qu'on leur propose enfin des solutions pour ne pas céder eux-mêmes aux sirènes sécuritaires ? Tous ceux-là, c'est quand même plus la gauche que les patrons routiers, non ? Moi j'en connais beaucoup aux Bois-Fleuris et ailleurs qui attendent un signe pour que ça change.

“ Pour rétablir la sécurité dans la vie quotidienne de chacun, il faut casser les ghettos. ”

François, je ne suis pas une spécialiste des sondages, mais quand je vois que toutes les "enquêtes d'opinion" montrent que l'insécurité est la première préoccupation des Français, je me dis que la gauche est vraiment attendue au tournant. J'ai beau tourner le problème dans tous les sens : pour rétablir la sécurité dans la vie quotidienne

de chacun, il faut casser les ghettos. Il faut briser ces usines à produire de la misère, de la violence et du désespoir. Il faut rompre avec la ségrégation rampante qui tue la République. Au début du siècle, la République dans la vie quotidienne de chaque citoyen, c'était l'école publique laïque et obligatoire. Et bien aujourd'hui, pour que la République retrouve un sens concret dans la vie de chacun, il faut casser les ghettos. Sinon, elle n'est qu'un discours désincarné impuissant face au chacun pour soi et au communautarisme qui finiront par l'emporter.

“ Je vous le dis tout net, François : pour casser les ghettos il va falloir mouiller votre chemise. ”

Jusqu'ici, les bonnes intentions n'ont pas manqué. Mais dans les actes, qu'est-ce qu'on fait ? Les moyens sont maigres et les dispositifs technocratiques tellement complexes que plus personne n'y comprend rien. Franchement, je ne crois pas qu'on pourra s'en sortir avec ce genre de vieilles recettes. Il faut tourner la page de la “politique de la ville” qui s'est transformée peu à peu en une politique d'aménagement du ghetto qui ne dit pas son nom. Pour moi, le pire serait que la gauche reste immobile, enfermée dans le dilemme de la carotte et du bâton, avec l'assistanat d'un côté et la répression de l'autre. A ce jeu-là, tôt ou tard, nous serons condamnés à mettre le doigt dans l'engrenage de la fuite en avant du tout répressif.

Je vous le dis tout net, François : pour casser les ghettos il va falloir mouiller votre chemise et mettre le paquet. Ca doit être une priorité absolue pour la gauche, votre priorité de premier secrétaire des socialistes.

Depuis plusieurs mois, je suis souvent retournée voir Rachid et Franck, mes copains des Bois-Fleuris pour tchatcher tranquille. On a beaucoup réfléchi à notre projet de Plan Marshall. Cette idée qu'il faut un effort massif de la nation toute entière pendant plusieurs années pour venir à bout de ces ghettos nous a franchement convaincus. Fini les demi-mesures et le rafistolage ! Il y a des nouvelles marges de manœuvre économiques, alors je suis persuadée qu'on peut dégager les moyens pour investir massivement, mobiliser toutes les énergies et attaquer sur tous les fronts en même temps. Une mobilisation générale qui s'attaque en même temps aux immeubles qu'il faut détruire et à ceux qu'il faut construire, qui lutte contre l'échec scolaire, qui développe des équipements culturels et sportifs de qualité, qui forme et soutient les travailleurs sociaux, qui encourage les associations, qui aide tous les parents et qui entraîne les services publics. D'ailleurs, avec Franck et Rachid, on a interrogé toute la terre aux Bois-Fleuris : la mairie, le commissaire de police, les enseignants, les assistantes sociales, pour rassembler leurs idées et leurs propositions. Je leur ai promis que je vous les enverrai, alors vous les trouverez ci-jointes.

Ca serait quand même un beau projet pour notre Parti de changer la vie des habitants des quartiers populaires et de débarrasser la société française de l'insécurité qui l'empoisonne. C'est comme ça que l'on montrerait aux gens que la politique, c'est bien... et c'est utile. Vous vous souvenez peut-être que je fais des études pour devenir prof. Je ne me suis pas mis cette idée en tête avec pour horizon la sécurité de l'emploi qu'offre le statut de fonctionnaire. Si j'y arrive, moi je ne voudrais pas être prof n'importe où, et si je pouvais choisir, je voudrais me consacrer à ça : être militante du Plan Marshall pour casser les ghettos. J'ai envie d'être utile aux autres et à quelque chose. Et il faut aller vite, très vite, car on a déjà perdu beaucoup trop de temps.

Attika

Les propositions

UN PLAN MARSHALL POUR CASSER LES GHETTOS

■ LA FIN DES GRANDS-ENSEMBLES

- **Un grand emprunt d'Etat de 100 milliards de francs** pour financer les investissements massifs en moyens humains et matériels.
- **Un vrai Ministère de la ville** doté d'un budget et d'une administration propres pour :
 - assurer un pilotage de l'Etat sans faille,
 - mettre en oeuvre une simplification radicale des procédures.
- **En finir avec les réhabilitations de quartiers invivables :**
 - plan pluriannuel d'investissement pour la démolition ou la restructuration des grands ensembles avec un chiffrage site par site débattu et voté par le Parlement,
 - un fonds unique regroupant les crédits aujourd'hui dispersés pour simplifier et accélérer la mise en oeuvre de la démolition à la recomposition du quartier.
 - relogement en HLM à des loyers comparables des habitants des HLM démolis, en préalable à toute démolition.
- **Construction de logements sociaux de qualité et répartis dans toute la ville**, et dans toutes les villes.

■ EN FINIR AVEC LA VIOLENCE ET L'INSECURITE

- **Une promotion spéciale pour le recrutement de professionnels qualifiés** et formés pour travailler dans les quartiers et assurer le maillage humain qui fait cruellement défaut : enseignants, éducateurs, assistants sociaux, psychologues, animateurs sportifs...
- **La création d'Ecoles des parents** animées par des équipes de professionnels à même d'aider les familles désemparées face à leurs enfants et travaillant en relation avec les PMI, les écoles et collèges.
- **Une loi de programmation pour la police de proximité** pour permettre l'ouverture de vrais commissariats dans les quartiers ouverts 24h sur 24 et dotés de policiers formés et qualifiés, d'agents chargés des tâches administratives et de personnels spécialement affectés à l'accueil et à l'accompagnement des victimes.
- **Une cellule de coordination de l'ensemble des services publics** doit permettre, dans chaque quartier, de coordonner les interventions des différents acteurs, d'adapter les réponses au plus près des réalités de terrain pour gagner en efficacité, de travailler tous ensemble main dans la main au lieu de se renvoyer les responsabilités.
- **Création d'un service public d'aide aux victimes.**

■ ACTION REPUBLICAINE POUR LA JEUNESSE DES QUARTIERS

- **La relance d'une politique culturelle et sportive de masse** : création massive de MJC,

bibliothèques, équipements sportifs de qualité, encadrés par des animateurs professionnels.

- **Créer une cellule sociale dans chaque école primaire et collège** regroupant assistante sociale, psychologue, équipe pédagogique, pour détecter très tôt les difficultés des enfants et y apporter des remèdes.
- **Ouvrir des internats d'excellence pédagogique** avec pour objectif un taux de réussite au bac de 80%.
- **Création d'une banque associative** permettant de financer les actions des associations de terrain.
- **Développer de nouvelles formes de démocratie participative** permettant la confrontation entre élus et habitants sur l'ensemble de la vie locale et permettant de définir l'intérêt général.

“ Ce n’est pas parce que 50 extra-terrestres nagent dans une rivière de stock-options qu’il faudrait qu’on croie qu’on est tous devenus des yuppies. ”

Le 27 septembre.

Monsieur le Premier secrétaire,

C’est sûr : eux, on les voit beaucoup. Ces mecs sans cravate et ces nanas en Nike qui racontent à longueur de reportages télé et d’articles de presse le dérouleur précis de leur “ conte de fée ” qu’est leur rencontre avec la net-économie. Toutes ces jeunes pousses de la reprise économique version point com, qui sont présentées comme les porte-drapeaux de la fin de la galère des jeunes générations, on ne voit qu’eux et ça m’énerve. Parce qu’ils sont comme leur job : virtuels. Construits sur du vent, vendant du vent, portés par le vent, ils ne ressemblent en rien à la plupart des jeunes. Et je n’aimerais pas qu’on fasse l’amalgame. Ce n’est pas parce que 50 extra-terrestres nagent dans une rivière de stock-options qu’il faudrait qu’on croie qu’on est tous devenus des yuppies.

“ Et je peux vous dire qu’avec nous les jeunes, le système a particulièrement la dent dure. ”

Vous savez, c’est pareil pour les jeunes que pour le reste de la société : la reprise, tout le monde n’en voit pas la couleur. Je vous l’ai déjà écrit : faut pas rêver, la croissance n’abolit pas le capitalisme. Et je peux vous dire qu’avec nous les jeunes, le système a particulièrement la dent dure. Sa logique, on l’encaisse en pleine face. Précarité, flexibilité, recul de l’âge auquel on peut bouger de chez nos parents, discriminations raciales, montée de la violence à l’école : tous les compartiments de la vie sont touchés. Sans être parano, ça frise l’acharnement.

Peut-être que je me plante, mais je ne crois pas qu’il y ait du hasard dans cette situation. Après tout, on est la société de demain ! On est une cible décisive pour ceux qui souhaitent que les salariés du futur soient dociles, amorphes et modelés aux exigences du système. C’est simple : la précarité et la souffrance au biberon, la tête baissée et l’exploitation comme apprentissage de la vie, c’est une assurance tous risques contre les revendications sociales futures. La galère ? Ben oui, c’est une évidence naturelle, une donnée de base, un axiome, on a toujours connu, ça ne peut pas changer. Et en plus, ils voudraient même qu’on apprenne à dire merci ! Remarquez, en échange, on nous donne la possibilité de choisir entre 30 marques de baskets. C’est déjà bien : consommer, consommer, et consommer. Quel horizon !

“ On a plutôt l’impression que la société n’aime pas sa jeunesse. ”

François, on a besoin de la gauche pour résister à ce rouleau compresseur. Et je le dis franchement, pour le moment, on ne se sent pas tellement aidés. On a plutôt l’impression que la société n’aime pas sa jeunesse. Non seulement elle ne nous apporte

pas de réponses, mais surtout, c'est limite si elle a conscience des problèmes qu'on rencontre.

“ C'est simple, si ça continue, le monde de demain ne se partagera plus entre gauche et droite, mais entre Nike et Adidas.”

Je suis sûre que vous êtes sensible à ce que je vous raconte. Mais au cas où vous hésiteriez à mettre toutes vos forces dans cette bataille pour la jeunesse, je vous livre un argument qui vous touchera forcément. C'est simple, si ça continue, le monde de demain ne se partagera plus entre gauche et droite, mais entre Nike et Adidas. Et ce passage de la lutte des classes à la lutte des marques signifierait la fin définitive de votre raison d'être. Comment transformer la société sans demande de changement ? Comment porter un projet si les jeunes s'en désintéressent ? Voilà pourquoi les réformes à engager sont profondes.

“D'abord, les élèves ne fument pas des joints toute la journée. Ensuite, les profs ne sont pas des alcoolos.”

Bon. Je vous propose de commencer par là où tout commence : l'école. Et là, je peux vous dire que j'en connais un rayon, vu le nombre d'heures que je passe dans des salles de cours. Je n'y vais pas par quatre chemins.

D'abord, les élèves ne fument pas des joints toute la journée. Ensuite, les profs ne sont pas des alcoolos. Surtout, j'en ai marre d'entendre tous ces gens qui disent que le niveau baisse, que les enseignants ne foutent rien, que tout le monde baisse les bras. A les écouter, une bonne taloche, en rang par deux et le latin coefficient 20 aux examens réglerait tous les problèmes...

Je peux vous dire que la réalité est bien éloignée de ces canons des mandarins. Ce que je vois tous les jours, c'est qu'au contraire, les profs et le personnel éducatif font leur boulot du mieux qu'ils peuvent. Simplement, on ne peut plus faire comme si on était au début du siècle. Le temps où l'école n'avait que deux tâches, alphabétiser la grande masse et produire une élite qui aujourd'hui n'a plus rien de républicaine, est bien derrière nous.

En l'an 2000, l'enseignement est massifié grâce à la gauche. Mais l'objectif est bien sa démocratisation. Tous à l'école ! Tous avec un diplôme, tous formés, tous éduqués ! Voilà ce qu'il faut arriver à faire. Mais là François, on en est loin. Combien de jeunes sortent du système scolaire sans rien ? Combien sont obligés d'arrêter parce qu'ils ne peuvent plus suivre financièrement ? Combien sont orientés dans des filières aux noms abracadabrants, qui n'éclairent en rien sur l'avenir qu'elles sont censées préparer ? Combien de jeunes se disent “ les études, c'est pas pour moi ” ?

Si on veut en finir avec cette situation, il va bien falloir révolutionner le système scolaire. Et j'ai quelques idées sur la question.

“L'école ne fait pas que qualifier : elle doit aussi éduquer et former des jeunes libres dans leur tête.”

Avant tout, il faut faire en sorte que chacun se sente à l'école comme dans une deuxième maison. La richesse du pays, la qualité des enseignants, les nouvelles technologies doivent nous permettre de prendre en compte la diversité des jeunes. Pour donner sa chance à chaque élève, le système doit s'adapter et ainsi répondre au défi du nombre. La pédagogie ne peut pas être la même pour tous, sinon, ce sont toujours les

mêmes qui s'en sortent et toujours les mêmes qu'on maintiendra coûte que coûte dans le système... jusqu'à ce qu'ils aient 16 ou 18 ans.

Comment faire ? D'abord en cessant de considérer que toutes les voies d'enseignements ne se valent pas. Quand j'entends des gens parler des jeunes qui sont en Bac Pro, c'est limite mépris de classe ! Mais je crois que ces élites ignorent tout des métiers qu'on enseigne dans ces filières. Or ces savoirs réclament un haut degré de qualification, qu'il n'est pas possible d'atteindre sans culture générale, sans intelligence concrète et abstraite.

Ensuite, il faut passer par une réforme ambitieuse des rythmes scolaires, qui permettrait de dégager du temps pour plus de cours en petits groupes et pour introduire l'enseignement de nouvelles matières, culturelles, sportives et artistiques. Pas pour "occuper" les jeunes. Mais bien pour développer leur esprit critique, leur autonomie intellectuelle et les qualités propres à chacun. L'école ne fait pas que qualifier : elle doit aussi éduquer et former des jeunes libres dans leurs têtes. C'est surtout comme ça que l'on pourra efficacement leur "apprendre à apprendre".

Une dernière chose à propos de l'école. Comme je crois qu'il est impossible de réformer quoi que ce soit à la base sans rien toucher à la tête, n'oubliez pas de réformer de fond en comble l'ENA. Demandez-vous pourquoi il y a là-dedans une telle proportion de fils d'énarques, c'est devenu une affaire de famille ! Faites-y entrer les gens du terrain. Et cessez de prendre au sommet de l'Etat les derniers pondus sans expérience de la vie. Je sais bien que vous en êtes diplômé mais dans votre promotion, combien sont ceux qui aujourd'hui dirigent des boîtes privées ? Sérieusement, elle n'a plus rien à voir avec l'Administration cette école ! Autant les Mines, les Ponts et Chaussées et Polytechnique restent bien des modèles d'excellence Républicaine, autant l'ENA ne sert plus qu'à former une aristocratie. Honnêtement, je vois bien en quoi Jean-Marie Messier est utile à Vivendi, mais à la République, j'ai du mal !

Si tout commence à l'école, les problèmes que rencontre la jeunesse ne s'y arrêtent pas. Il n'est pas normal que des couples qui frisent la trentaine vivent encore chez leurs parents. Qu'il faille passer par 5 stages et 3 CDD avant de pouvoir enfin avoir un statut qui permette de se projeter dans l'avenir non plus. Encore moins que les aides sociales des jeunes soient calculées en fonction de la situation des parents ou même versées aux parents par le biais du mécanisme de la demi-part fiscale. Un peu infantilisant, non ?

“Ce que je propose, c'est de créer pour chaque jeune majeur en formation une allocation autonomie.”

Pourtant, dès 16 ans, quand on fait une connerie, on peut aller en prison. Et à 18 ans, on vote. En fait, on est majeur civilement à 18 ans mais on reste mineur socialement jusqu'au premier emploi stable. Or la stabilité de l'emploi, on ne peut pas dire qu'elle arrive tôt.

Franchement, François, il est temps de mettre sur pied un système qui permette aux jeunes majeurs de faire leurs choix professionnels, de formation et de vie librement, loin des pressions financières, sociales et familiales qu'ils connaissent aujourd'hui.

Ce que je propose, c'est de créer pour chaque jeune majeur en formation une allocation autonomie. Allocation d'études pour les étudiants dès leur majorité, allocation de formation pour ceux qui souhaitent parfaire leur profil avant l'emploi pour faciliter une insertion professionnelle durable.

“ Ce qu'il faut, c'est un vrai statut pour tous les jeunes. ”

Vous constaterez vous-même qu'on est bien loin des fausses solutions du type RMI-Jeunes que beaucoup présentent comme des progrès. Si on écoutait ces balivernes, les jeunes n'auraient droit qu'à une société minimum ; revenu minimum, emploi minimum, santé minimum, loisirs minimum. Bref, l'apprentissage de la galère et de l'assistance à vie. Non merci ! On n'est pas preneurs. Ce que nous voulons, c'est pouvoir maîtriser nos vies et nos parcours, c'est vivre, pas survivre. On peut le tourner dans tous les sens, mais aucun raccourci n'est possible : ce qu'il faut, c'est un vrai statut pour tous les jeunes. L'Allocation autonomie permet de s'engager dans cette voie.

Loin des apitoiements qu'on nous a servis des années durant du type " ça doit être dur la vie pour vous les jeunes " ou " mais pour nous aussi c'était dur ", on ne demande pas de la commisération. On veut rentrer dans la vie. Et la croquer à pleines dents. J'ai bon appétit !

Attika

Les propositions de la Gauche Socialiste

■ **STATUT SOCIAL ET DROIT A L'AUTONOMIE DU JEUNE :**

- **Allocation autonomie** garantissant matériellement le droit à la poursuite des études ou à toute formation professionnelle, calculée en fonction des revenus propres du jeune. En conséquence, suppression de la demi-part fiscale, socialement injuste et qui fait du jeune une personne à charge de sa famille.
- **Maintien du régime étudiant de sécurité sociale** et garantie de sa viabilité.
- **Réglementation nationale des stages en entreprise**, incluant leur rétribution.
- **Reconnaissance effective dans l'entreprise des niveaux de formation acquis.**
- **Plan d'embauche des emplois-jeunes** donnant à chaque titulaire un débouché sur un statut et une rémunération conformes à ses qualifications et à la mission remplie. Ouverture des concours internes de la fonction publique aux emplois-jeunes du secteur public.
- **Instauration d'une caution de solidarité en faveur des jeunes adultes** (étudiants et salariés). Un organisme public payerait tout ou partie de la caution nécessaire à la location d'un logement et se porterait garant à la place d'une personne physique. dans l'entreprise des niveaux de formation acquis.

■ **LA DEMOCRATISATION DE L'ENSEIGNEMENT :**

- **Priorité budgétaire** à l'éducation.
- **Réforme des rythmes scolaires** qui permette à chaque jeune d'avoir accès aux disciplines artistiques, culturelles et sportives dans le cadre de l'Education Nationale.
- **Plus de filières en impasse** : pas de formation sans possibilité de poursuite d'études. Amélioration de la fluidité du système éducatif par la multiplication des passerelles entre filières.

- **Egalité des trois voies d'enseignement** (technique, professionnel, général).
- **Rendre effective la gratuité de l'enseignement** (manuels, transports, équipements, nouvelles technologies).
- **Gratuité du permis de conduire** et organisation de son passage dans le cadre du cursus scolaire.
- **Mise en place de nouveaux indicateurs d'évaluation qualitatifs** du système éducatif qui rompent avec l'élitisme en privilégiant la réussite du plus grand nombre.

“ Je ne suis pas d'accord avec cette idée que pour respecter l'environnement, il faudrait revenir en arrière, raser les villes et vivre comme à l'âge de pierre ”

Le 28 septembre.

Cher François,

Il paraît que j'ai tout faux : j'aurais dû te tutoyer dès le début. Au PS on est tous camarades ! C'est vrai que “ vous ”, ça faisait un peu aristo. Alors maintenant, on se tutoie. Cela ne te gêne pas que je dise “ tu ” ? Même si je sais bien qu'on n'est pas chez les Verts, ambiance baba-cool et compagnie.

“Écologie et socialisme, c'est un peu comme Laurel et Hardy, ils sont inséparables.”

D'ailleurs François, à propos des Verts, pourquoi ne sont-ils pas au PS eux aussi ? Écologie et socialisme, c'est un peu comme Laurel et Hardy, ils sont inséparables. Malbouffe, vache folle, bœuf aux hormones, effet de serre, marée noire, tempêtes, tous ces désastres sont le résultat de la logique du système : le profit de quelques-uns s'oppose à l'intérêt général. On fait du business sur le dos de l'exploitation des gens comme on peut en faire sur le dos de l'environnement, avec le plus grand mépris pour l'épanouissement individuel comme pour le devenir de notre planète. Je ne sais pas si tu as été à la manif de Seattle. Là-bas, t'aurais vu ! Tout le monde était au coude à coude : les syndicats qui veulent des lois sociales, les paysans contre les OGM, les ONG du Tiers Monde et tous ceux qui se battent pour les droits des citoyens contre la loi des multinationales. Alors tu vois, s'il y a bien une chose dont je suis convaincue, c'est que le combat pour le respect des hommes et de la nature c'est kif-kif. L'écologie, ça fait partie des idées socialistes. La question du mode de production capitaliste et de ses ravages sur notre environnement forment un seul et même problème.

Cela va peut-être te surprendre, mais je suis 100% d'accord avec toi quand tu dis que notre parti ne doit pas sous-traiter l'écologie aux Verts. A nous donc d'être des militants actifs pour ne pas s'habituer à voir l'Afrique mourir de la misère, du paludisme et du Sida, aux cotes d'alerte de pollution de l'air, aux légumes sans goût dans leurs assiettes, à l'hosto pour les gamins qui ont des bronchiolites, aux nitrates dans la flotte. Je me demande même si un jour on ne se retrouvera pas au beau milieu de “ Soleil Vert ” sans que ce soit de la science-fiction. Franchement, la situation est suffisamment grave pour qu'on prenne les choses au sérieux et qu'on arrête avec les gadgets. La gauche a quand même mieux à proposer que la “ journée sans voiture ” pour lutter contre l'effet de serre.

J'ai toujours rigolé quand ma grand-mère disait que le temps se détraque et que tout ça c'est la faute à ces inventions, à la bombe atomique et à la modernité. Il y avait du vrai dans ce qu'elle disait. Mais je ne suis toujours pas d'accord avec cette idée que pour respecter l'environnement, il faudrait revenir en arrière, raser les villes, et vivre comme à l'âge de pierre. Bonjour le dilemme pour l'humanité : arrêter le progrès ou mourir ! Pour moi, l'écologie ce n'est pas “ no futur ”, ça devrait être une autre façon de penser et d'organiser le progrès collectif. D'ailleurs, si on parle aujourd'hui de “ développement durable ” c'est bien parce qu'il s'agit de développement, et non pas de recul ou de

stagnation. Notre pari, c'est de concilier le développement humain et la protection de la planète et de l'environnement. On est capables d'envoyer des robots sur Mars et on serait pas foutus d'engager la dépollution généralisée, d'avoir un développement des activités humaines qui ne nuisent ni à l'homme ni à la nature ? Faut pas essayer de me faire croire ça ! L'intelligence humaine serait tout à fait capable d'inventer des trucs fabuleux si elle était mise au service de cette cause : promouvoir un mode de développement durable qui prenne en compte le non-renouvellement des ressources et le sort des générations futures. Simplement, j'ai la désagréable impression qu'on met plus d'inventivité pour sortir de nouveaux produits financiers, pour faire circuler l'argent plus vite, pour fabriquer des armes super-sophistiquées, que pour protéger les hommes et la planète.

“Ce n'est pas à Neuilly qu'on aurait laissé des résidences envahies de mouches pendant des mois à cause de l'usine voisine, c'est dans une ville du Pas-de-Calais, pas franchement connue pour son nombre d'habitants qui payent l'ISF.”

Mais moi, je pense que l'écologie et les écolos doivent faire attention. On ne peut pas en parler qu'en terme de contraintes : des interdits, des taxes, des réglementations et des sur-réglementations dont personne ne veut et dont on est bien incapable de contrôler l'application ! Pire, l'écologie sert parfois de prétexte à quelques mauvais coups sociaux ! Les taxes, les prix élevés, la chasse au gaspi, sont seulement une incitation morale pour les riches, alors qu'ils sont une terrible obligation pour les pauvres ! On a même inventé des compteurs d'eau et d'électricité pour qu'ils ne consomment pas plus que ce qu'ils peuvent payer... Les taxes ne sont pas le fin du fin de l'écologie, surtout quand elles sont indirectes ! Il n'y a pas besoin d'être un génie pour voir que les inégalités écologiques et les inégalités sociales se cumulent. Le Tiers Monde connaît le refrain : comme la planète se dérègle, il ne faut surtout pas que d'autres pays que les occidentaux se développent ! Voilà la nouvelle version politiquement correcte matinée de bonne conscience “ écolo ” qui justifie que la majorité de la population mondiale reste cantonnée à la pauvreté absolue. Chez nous, c'est pareil : ce n'est pas à Neuilly qu'on aurait laissé des résidences envahies de mouches pendant des mois à cause de l'usine voisine, c'est dans une ville du Pas-de-Calais, pas franchement connue pour son nombre d'habitants qui payent l'ISF.

S'il y a une certitude pour la gauche, c'est que ce n'est pas la loi du marché qui va spontanément organiser le bien être collectif. Pour les libéraux, tout est marchandise. Tiens, ils veulent même breveter le vivant. Imagine le cauchemard ! On assiste à une vaste marchandisation de tout. Bientôt même l'air sera payant. La dernière en date ? La pollution elle-même est devenue une marchandise. Bientôt, il suffira de payer une taxe, et tu auras le droit de vider tes cuves de produits chimiques dans la rivière !

“ Il existe déjà une bourse où l'on s'échange les créances du Tiers Monde, bientôt, on aura celle des droits à polluer ! ”

D'ailleurs, ça m'a démoralisée de voir qu'on s'apprêtait à avaliser les “ échanges d'autorisation d'émission de CO2 ” comme on dit dans les sommets sur l'environnement. En apparence, le but est noble puisqu'il s'agit d'imposer des normes pour lutter contre l'effet de serre. En réalité, les multinationales achètent le droit de se dispenser de tout effort en contournant leurs obligations. Désormais, chaque pays aura son quota de production de CO2. Vu son déclin industriel, la Russie a plein de “ droit à polluer ” à vendre, les américains sont déjà sur les rangs, la mafia va s'en mettre plein les poches. Quand on parle de capitalisme financier, ici c'est le bouquet ! Il existe déjà une bourse où l'on s'échange les créances du Tiers Monde, bientôt, on aura celle des droits à polluer !

***“ L’eau, c’est
un bien public,
une “ res publica ”. ”***

Tu seras d’accord avec moi que la première chose à faire pour les socialistes, c’est de mettre un coup d’arrêt à cette marchandisation tous azimuts. Chaque matin quand je prends ma douche, j’entends “ dling - dling ”, le jackpot dans les caisses de Vivendi, Bouygues et consors. Avoue que ça gâche le plaisir ! Je ne te parle même pas de tous ceux qui sont condamnés à payer l’approvisionnement en eau minérale en plus de la facture d’eau parce que celle du robinet est imbuvable. Bonjour les profits énormes sur le dos du patrimoine public ! Pourquoi est-ce que la gauche est si timide ? Je suis sûre que si tu prenais le problème à bras le corps pour que cette arnaque cesse enfin, personne ne t’en voudrait, au contraire. L’eau, c’est un bien public, une “ res publica ”, alors c’est le service public, local ou national, qui doit en assumer la gestion !

Une telle décision, ce serait donner un vrai coup d’arrêt à la marchandisation du monde. D’ailleurs, souviens-toi : c’est parce que des pans entiers de l’activité humaine sont tout simplement incompatibles avec la loi du profit que la France avait refusé l’AMI. Mais je ne comprends pas pourquoi ce qui est valable pour la culture ne le serait pas pour l’eau, la santé, l’éducation. Le moratoire sur toutes les négociations commerciales et la réforme de l’OMC, c’est pour quand ?

Je te demande ça parce que ça urge ! Ce n’est que le point de départ de ce qu’il faut faire. Car le développement durable, c’est aussi proposer une méthode qui s’oppose à la logique du profit et qui invente une nouvelle façon de faire vivre des politiques publiques, de stimuler les initiatives et l’évolution des entreprises dans tous les secteurs d’activités. Sur l’effet de serre, par exemple, la solution n’est pas d’augmenter le prix de l’essence. D’ailleurs, t’as vu le succès ! Les prix prennent à la gorge tous ceux qui utilisent leur bagnole parce que, comme dit ma mère “ les transports c’est la croix et la bannière, pour aller au boulot, soit y’en a pas, soit il faut compter 1h50 et la carte mensuelle vaut 500 balles !”. Moi, j’aurais bien aimé qu’on dise que la solution c’est d’investir massivement pour des transports collectifs performants, moins chers et non polluants. Je connais la chanson : tu vas me dire qu’il y a plein de projets de tramway, de bus, de ferroutage, mais c’est tellement long, long, long à mettre en place qu’on a l’impression qu’ils ne verront jamais le jour ! Et puis, le Maire de ma ville a annoncé que tous les véhicules municipaux seraient au GNV. Mais il a fallu faire signer une pétition pour qu’il y ait une pompe GNV dans le coin parce qu’il faut – paraît-il – que GDF soit sûr qu’elle sera rentable... Avec des principes pareils, c’est sûr qu’on n’avance pas !

“ J’entends déjà le couplet : “ Attika, on peut pas faire tout ça, cela coûterait trop cher ”. ”

J’entends déjà le couplet : “ Attika, on peut pas faire tout ça, cela coûterait trop cher ”. Alors il faut que je te le dise François : depuis toute petite je vois défiler à la télévision des messieurs très coincés qui me prennent à partie avec une angoissante question : “ que penseront de nous les générations futures si nous leur léguons un budget de l’Etat en déficit et des dettes publiques qui crèvent le plafond ? ”. Je n’ai pas de réponse à leur question. Mais en tout cas, je peux déjà leur dire comment je les juge pour nous avoir transmis une couche d’ozone bouffée aux mites, des fleuves dans lesquels on n’ose pas tremper l’orteil, ou pour avoir laissé s’enfoncer le Tiers Monde et rouiller les armes nucléaires à Mourmansk ? Je ne sais pas où tu as passé tes vacances, mais moi le séjour en Bretagne, ça m’a marqué ! L’agriculture productiviste, non seulement elle m’a

gaché le séjour, mais en plus elle m'est restée en travers de la gorge. Le résultat est lamentable pour l'environnement, et dégueulasse dans nos assiettes.

Bon. Je te laisse, parce que parler de bouffe donne faim. Ce soir, farandole de salades (maïs, tomates, concombres), pièce du boucher aux trois sels et coulis de caramel sur flan (un Dany quoi).

A bientôt.

Attika

*Les propositions
de la Gauche Socialiste*

■ **REFUSER LA MARCHANDISATION DE TOUS LES ASPECTS DE LA VIE HUMAINE :**

● **Moratoire sur toutes les négociations commerciales de l'OMC**, tant que cette organisation n'est pas subordonnée à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, à la déclaration de Rio et aux normes de l'Organisation Internationale du Travail afin que les normes sociales, sanitaires et environnementales ne soient pas remises en cause au nom du libre-échange.

● **Interdiction de la brevetabilité du vivant** (plantes, animaux, micro-organismes, gènes, génome humain).

● **L'eau doit devenir un bien public** : création d'un service public de l'eau, copilotage par les Régions et les Agences de l'eau, permettant de mettre fin aux délégations de la gestion publique au privé.

● **Renforcement des règles de protection de la mer** : Augmentation des effectifs des brigades de protection de la mer, renforcement de leurs moyens et équipements. Application effective de la loi sur le littoral : le parquet doit émettre des instructions dans ce sens.

● **Mise en œuvre d'un Indice de Développement Humain** intégrant les exigences du développement durable comme alternative aux indicateurs purement marchands (PNB, PIB ...) pour évaluer l'action des gouvernements et des organismes publics.

● **Création d'un laboratoire public de la recherche pharmaceutique** en charge de la recherche, de l'élaboration et de la commercialisation des traitements que le marché néglige, financé par une taxe sur les profits des laboratoires pharmaceutiques.

● **Refus de la mise en place en Europe d'échanges de permis d'émission de gaz à effet de serre** (droits à polluer).

■ **UNE LOI D'ORIENTATION POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE :**

● **Fixer les grands défis écologiques que la France doit relever dans les 10 ans à venir :**

- réduire de 8% par rapport à 1992 nos émissions de gaz à effet de serre,

- remise en état écologique de toutes les eaux de surface et interdiction du déversement des substances dangereuses,

- réduire la part du nucléaire dans la production électrique par le développement d'énergies alternatives,
- réduire de 2DB en moyenne le bruit dans les villes,
- réduire la masse des déchets produits par habitant, tri sélectif généralisé et recyclage renforcé.

- **Définir les grands chantiers écologiques** qui feront l'objet d'investissements publics :
 - développement du ferro-routage, financement de la dépollution, nouveau plan de tramway et de transports en commun...
 - création d'un fonds national abondé par des prélèvements sur les profits des entreprises intervenant dans ce secteur,
 - redéploiement de la fonction publique nationale et territoriale et création de postes au ministère de l'environnement,
 - création d'une véritable police verte permettant de contrôler l'application des normes et des lois concernant l'environnement.

- **Organiser un réseau d'observation et de mesures** qui suive l'application et l'efficacité des mesures pour établir partout en France des états périodes sur l'environnement, examinés dans les assemblées élues pour démocratiser les choix écologiques.

- **Clarifier les compétences entre les collectivités** en confiant à une instance élue au niveau pertinent le pilotage complet de la politique de l'environnement.

- **Programmer un effort considérable de la recherche** dans le secteur du développement durable (énergies renouvelables...)

■ **EN URGENCE, UNE LOI DE PROGRAMMATION DE LUTTE CONTRE L'EFFET DE SERRE**
:

- **Respect des objectifs de la convention de Rio** : baisse de 8% des gaz à effet de serre et bilan public présenté chaque année au Parlement.

- **Un programme massif sur les énergies renouvelables** :
 - incitations fiscales pour les véhicules propres (GPL, GNV, hydrogène, air comprimé) et obligation d'équipement des administrations et des collectivités en véhicules non polluants,
 - création d'un réseau de distribution de ces carburants sur l'ensemble du territoire,
 - équipement sur 10 ans de tous les bâtiments publics d'une carte énergétique visant à l'optimum énergétique pour de considérables économies d'énergie,
 - les régions voteront des plans de réduction de l'émission de gaz à effet de serre et de diversification énergétique.

- **Plan de développement des transports collectifs non-polluants urbains, interurbains et du ferro-routage**, conjugué à une baisse drastique des prix, pour limiter considérablement l'usage de la voiture.

- **Préparer la sortie du nucléaire** : EDF doit investir l'équivalent du coût de 2 nouvelles centrales nucléaires avec mission de produire ou d'économiser avec cet argent la même quantité d'énergie que celle qu'auraient produite ces centrales.

- **Création d'une agence internationale de l'énergie solaire** pour le transfert libre et non commercial de technologies reposant sur les énergies renouvelables.

■ **ASSURER LA SECURITE ALIMENTAIRE :**

- **Respect systématique du principe de précaution en matière de sécurité alimentaire.**

- **Interdiction des OGM et des farines animales.**

- **Maintien de l'interdiction de la viande aux hormones.**

- **Développement de l'agriculture non productiviste de qualité** : mise en place d'un certificat de qualité facilement identifiable par le consommateur, correspondant à un cahier des charges.

- **Révision des critères de subvention de la PAC.**

■ **POUR UNE POLITIQUE DE CO-DEVELOPPEMENT :**

- **Suppression de la dette** des pays en développement.

- **Mise en place d'une taxe à l'entrée des pays importateurs de matière première** afin de financer un fonds de stabilisation du cours des matières premières.

- **S'opposer aux règles actuelles du FMI** dites "politiques d'ajustement structurel".

- **Création d'un Fonds mondial** "SIDA et maladies endémiques" et gratuité des traitements.

“ Pour en finir avec l’Etat-Banque il faut une Europe Fédérale ”.

Le 29 septembre

François,

Tu te souviens sûrement de Pétra, ma copine allemande qui vit à Hambourg, celle qui préfère les cigares alors que moi j’aime mieux les cigarettes. Elle m’a enfin répondu, mais vu le pavé qu’elle m’a envoyé, c’est normal qu’elle ait mis le temps. Dès que j’ai fini de lire sa lettre, je me suis mise à la traduire pour que tu puisses la lire. Et si tu me dis que c’était pas la peine parce que t’es balèze en allemand, je serais verte de rage parce que j’ai vraiment galéré avec mon dico Français-Allemand.

Lettre de Pétra :

Attika,

Tu sais qui c’est, toi, ces trois sages ? Parce que moi, si jamais je pouvais trouver des photos d’eux, je leur ferais bien des petites moustaches. Comme ces trois mecs n’ont pas été élus et qu’on ne peut même pas voter contre eux, c’est tout ce qui me reste à faire pour passer mes nerfs. Tu dois certainement être excédée toi aussi. Mais tu sais Attika, je suis allemande... et qu’on accepte dans le cadre de l’Europe un gouvernement facho, ça m’écoeure. Ils sont devenus dingues ou quoi ?

“Qu’on accepte dans le cadre de l’Europe un gouvernement facho, ça m’écoeure. Ils sont devenus dingues ou quoi ? ”

J’ai vu que chez toi aussi, les responsables politiques vous ont resservi les déclarations honteuses du genre “ on reste vigilants ”. Chez nous, il régnait une ambiance bizarre... Les plus anciens comme mon grand-père sont sous le choc et m’ont dit qu’ils espéraient que ça finirait pas pareil qu’à leur époque, même si ça a commencé pareil. J’avais la chair de poule.

C’est une preuve de plus – mais elle est de taille – que cette Europe-là n’a aucun rapport avec celle dont on rêve toi et moi. Celle de la paix, de la fraternité, de la justice et de la prospérité pour tous.

**“Un à un, tous
les services publics sont attaqués au nom de la concurrence.”**

Je suis bien d’accord avec ce que tu m’as écrit à ce sujet avant les vacances. L’Europe pour l’instant est très libérale. On pourrait même écrire au dessus du bâtiment qui abrite la Commission à Bruxelles : “ Libéraux de toute l’Europe : unissez-vous ! ”. Mais ça ne m’étonne pas du tout vu que pour bâtir cette Europe, on a mis la charrue avant les bœufs, l’économie avant le politique. Alors ça s’aggrave de jour en jour. Un à un, tous les services publics sont attaqués au nom de la concurrence. Après l’électricité et le gaz, ça va être au tour de la Poste. Et le pire, c’est que personne n’a jamais pu donner son avis. On a beau élire des députés européens, tout ce qui se décide semble provenir d’une sorte de super-pouvoir qui prend des décisions tout seul et ne rend jamais de compte.

**“Il y a un Parlement,
mais c’est le 3ème bureau d’une direction mystérieuse dirigée par Monsieur**

Robo-techno que personne ne connaît qui prend les décisions.”

Mais où et quand les citoyens d'Europe ont-ils décidé que les services publics devaient disparaître ? Où et quand ont-ils décidé que la “ règle ” de la concurrence était supérieure aux lois sociales ?

Plus de la moitié des décisions qui influent sur nos vies partout en Europe est prise sans contrôle démocratique, par des instances opaques, complexes, auxquelles personne ne comprend grand chose. Il y a un Parlement, mais c'est le 3ème bureau d'une direction mystérieuse dirigée par Monsieur Robo-techno que personne ne connaît qui prend les décisions. Et évidemment, le Monsieur Robo-techno, c'est comme les trois “ sages ”, on ne sait pas pourquoi ni comment il est arrivé là, et on ne peut pas le faire partir. Du coup, il a les mains libres.

C'est la même histoire pour l'Euro. On a l'impression que cette monnaie, elle est seulement commune aux banquiers de la Banque centrale. Tu vois, là-dessus, moi j'ai changé. Au début, quand tu me disais que le problème, c'est qu'elle était indépendante, je ne te comprenais pas. En Allemagne, on était assez coincés sur ce principe. Mais il faut nous comprendre : on nous raconte tellement la fameuse période des années 30 où on payait son pain avec des brouettes de Marks qu'on a tous l'impression de l'avoir vécue. Mais pour moi, les faits comptent plus que les phobies et l'Euro dégringole alors que la BCE est indépendante... En vérité, on laisse piloter notre monnaie par le seul marché. Du coup, ça recommence, ils parlent à nouveau de monter les taux d'intérêts pour contrer la chute. Tu connais la suite : crédit plus cher, donc moins de consommation et d'investissement, donc menaces sur la croissance.

Ces deux caractéristiques de l'Europe actuelle, absence de pouvoir démocratique et libéralisme économique, ne sont pas déliées. L'une ne va pas sans l'autre. Précisément parce que les avancées du libéralisme ont pour préalable le vide démocratique. Les patrons se frottent les mains : moins de pouvoir aux politiques et aux citoyens, bref, plus rien qui ne puisse entraver leurs intérêts. Pour le moment, Attika, cette Europe-là est un Etat-Banque !

Après les déclarations de Joshka Fischer – dont tu m'as dit qu'elles avaient été largement débattues en France – j'ai un avis très clair sur la question. Pour en finir avec l'Etat-Banque, il faut une Europe fédérale. Tu as dû le remarquer aussi : tout le monde raconte qu'il faut donner plus de pouvoir aux citoyens. Mais la méthode est décisive : les rafistolages et les aménagements de fortune ne feraient qu'aggraver la situation. Au final, c'est l'idée d'Europe tout court qui pourrait être rejetée par la population si le bric-à-brac institutionnel se complique encore.

On ne peut pas se contenter de “ passer-de-l'unanimité-à-la-majorité-qualifiée-dans-les-règles-de-votation-au-Conseil-pour-les-articles-42, 57-2ème alinéa, 159, 162 et 166-en-élargissant-les-domaines-de-la-décision-pour-les-procédure-au-parlement-européen ”. Il ne faut pas tourner autour du pot mais changer radicalement les règles du jeu : la souveraineté ne doit appartenir qu'au peuple.

“Je sais bien que beaucoup disent qu'il n'y a pas beaucoup de pays parmi les 15 qui sont prêts à passer le cap. Et alors ? Comme si on ne pouvait pas commencer à 4, à 6 ou à 9.”

C'est là que je ne comprends pas ce que vous faites en France. C'est bien vous qui répétez tout le temps qu'en matière de démocratie, la République vous a appris que tout commence par une Constitution ? Alors pourquoi on ne vous a pas entendus après que Fisher a proposé une constitution européenne ? Je sais bien que beaucoup disent qu'il n'y

a pas beaucoup de pays parmi les 15 qui sont prêts à passer le cap. Et alors ? Comme si on ne pouvait pas commencer à 4, à 6 ou à 9. Nous verrons bien. Mais l'objectif est bien celui-là : créer un nouveau pays en quelque sorte, une fédération. En Allemagne comme en France, on croit trop souvent que c'est toujours la faute du voisin si on avance pas. Fais passer le message : ici aussi, beaucoup pensent que ce qu'il faut faire en Europe, c'est une République fédérale et sociale. Le cercle de Francfort, le club de la gauche du SPD, propose même que la prochaine étape de la construction européenne soit l'élection d'une assemblée constituante.

“C'est le Parlement Européen qui désignerait par un vote le gouvernement de l'Europe.”

Une constitution clarifierait le partage entre ce qui doit rester de compétence nationale et ce qui relève de la compétence fédérale. Sur le plan démocratique, ça ferait une sacrée différence. C'est le Parlement européen qui désignerait par un vote le gouvernement de l'Europe. Il ne serait alors qu'un exécutif. Le programme politique, lui, procéderait du Parlement. Cela modifierait beaucoup le déroulement des élections européennes. Et ça obligerait sans doute les partis sociaux-démocrates à se mettre d'accord sur un projet commun de gouvernement. J'imagine que c'est pareil en France, mais moi je suis très choquée par les élections européennes. Les gens votent comme s'il s'agissait d'une élection nationale dans laquelle les partis comptent leurs voix. Mais savoir qui de la gauche ou de la droite aura la majorité au Parlement, on a l'impression que ça n'est pas l'enjeu. Avec un vrai régime parlementaire européen, ça serait différent.

Avec un Parlement européen, que j'imagine de gauche bien sûr, on pourrait aussi harmoniser les droits sociaux en Europe et s'accorder sur un traité social. Quand tu sais que dans un an on aura tous la même monnaie, on se demande bien pourquoi on n'aurait pas le même salaire, ou la même durée du temps de travail. Et on peut faire le même raisonnement pour les services publics. J'ai appris quelque chose d'incroyable : il paraît que les trains de marchandises ne dépassent pas les frontières de leurs pays. On comprend mieux pourquoi il y a autant de camions qui sillonnent l'Europe. C'est insensé !

Tu vois, je suis inquiète. J'ai peur qu'à force de construire l'Europe sans union, loin du cœur et loin des yeux, on se lasse. Je ne délire pas : il n'y a qu'à voir les Danois qui ont encore dit non à l'Europe. D'autres n'en restent pas à l'euroscpticisme, ils deviennent anti-européens, puis ils deviennent nationalistes, populistes, régionalistes, et les Haider se mettent à pousser comme des champignons.

Notre génération elle peut faire bouger les frontières et changer l'Europe. Dis lui à François Hollande qu'il doit s'appuyer sur nous.

Il faut aussi que je te raconte avec Hans, je lui ai proposé d'aller réviser nos exams au bord du lac....

Pétra

P.S. : François, la suite est difficilement publiable dans l'hebdo des socialistes. C'est important pour Pétra, mais pas essentiel pour l'avenir de l'Europe.

Attika.

POUR LA REPUBLIQUE SOCIALE EUROPEENNE :

■ UNE EUROPE FEDERALE ET DEMOCRATIQUE

- **Une Assemblée Constituante européenne élue au suffrage universel :**
 - qui élabore un projet de Constitution, d'abord débattu dans l'ensemble des pays européens au sein des Parlements nationaux, puis voté par elle,
 - la Constitution est soumise à référendum dans l'ensemble des pays,
 - ceux qui l'adoptent constituent la Fédération européenne, le noyau dur de l'Union qui permet à un premier cercle de pays d'aller de l'avant dans l'intégration politique pour entraîner les autres.
- **Une Constitution qui proclame :**
 - **un Parlement européen souverain**, qui vote les lois européennes avec une seconde chambre représentant les Etats membres de la Fédération,
 - **un gouvernement européen investi par le Parlement Européen** devant lequel il est responsable,
 - **une Banque Centrale Européenne placée sous le contrôle du Parlement** et du gouvernement européens,
 - réduction du mandat des gouverneurs de la BCE à cinq ans et révocabilité par le Parlement.

■ UN TRAITE SOCIAL établissant des critères de convergence sociaux et un calendrier impératifs :

- **SMIC européen** aligné sur le revenu minimum national le plus élevé par étapes d'ici à 2005.
- **Les 35 heures hebdomadaires instaurées en Europe** au plus tard en 2005.
- **Réduction des durées maxima journalières et hebdomadaires** s'imposant à tous sans exception, y compris dans le transport routier.
- **Fondation d'un droit du travail européen** : instauration d'un contrôle administratif des licenciements, création systématique des CE Européens avec droits d'information, d'expression et de contrôle alignés sur le droit le plus élevé des différents pays concernés.
- **Retrait des dispositions des Traités d'Admsterdam et de Luxembourg qui recommandent aux Etats membres de flexibiliser leur marché du travail**, obligation de contrats de travail écrits partout en Europe.

■ UNE DIRECTIVE CADRE SUR LES SERVICES PUBLICS

- **Fin du démantèlement des services publics.**
- **Création de grands services publics européens** (transports, énergie, télécommunications...).
- **Reconnaissance du principe de péréquation tarifaire.**

- **Protection des régies de service public locales** (transports urbains, eau...) et financement de leur développement par un Fonds Européen pour les Services d'Intérêt Général assis sur l'impôt sur les sociétés.

■ **POUR LA CROISSANCE, L'EMPLOI ET LA REDISTRIBUTION EN EUROPE :**

- **Inscription dans les statuts de la Banque Centrale Européenne de la croissance et l'emploi en tant qu'objectifs premiers.**
- **Suppression du principe et des mécanismes de sanction du Pacte de stabilité de Dublin** qui supprime le droit pour les pays européens de décider librement de leur budget.
- **Une fiscalité européenne au service de la redistribution :**
 - taux de TVA harmonisés vers le bas : 14 % maximum,
 - harmonisation de l'impôt sur les sociétés à un taux de 50%,
 - création d'un impôt européen progressif sur le revenu qui devra intégrer dans son barème les revenus financiers et pas seulement les salaires,
 - interdiction des paradis fiscaux, obligation de levée du secret bancaire en Europe,
 - **faire de l'Europe la première zone Tobin.**
- **Lancement d'un programme de grands travaux européens** (ferroutage, transports multimodaux, dépollution, solidarité avec les pays en voie de développement...).

■ **UN VRAI CONGRES DES SOCIALISTES EUROPEENS :**

- **Tenue d'un vrai congrès du Parti Socialiste Européen** sur la base de débats associant l'ensemble des adhérents, des fédérations de chaque parti socialiste en Europe avec des contributions et des motions européennes soumises au vote des militants.

“ La République, je l’ai vue un 12 juillet sur les Champs-Élysées. ”

Le 30 septembre.

Cher François,

Cela fait une semaine que défilent devant moi, sur le petit écran, les sourires crispés de nos responsables politiques analysant les résultats du référendum. Ils semblent tous désarmés face à l’abstention massive et leur inquiétude est légitime. 70 % des Français se moquent-ils à ce point des institutions de leur pays ? La République ne serait-elle plus qu’un concept creux, sans vie, sans souffle, juste bon à rester sur le fronton des mairies et dans les livres d’histoire ? Beaucoup le pensent, moi pas. La République, je l’ai vue un 12 juillet, sur les Champs-Élysées. Elle avait des millions de visages différents, elle était jeune ou plus âgée, ronchon ou révolutionnaire, chic ou en casquette, elle était diverse, multiple mais unie autour d’un même drapeau et d’une même fierté d’être ensemble.

“Les politiques n’ont plus le pouvoir, voilà pourquoi on n’attend plus grand-chose de leur part.”

Premier secrétaire d’un grand parti, tu te dois d’être sérieux. Tu dois te dire que c’est un peu tiré par les cheveux de comparer les résultats du scrutin et la passion populaire autour de l’équipe de France de foot. Alors dénoue le nœud de cravate et laisse moi t’expliquer mes convictions.

Oui c’est vrai, il y a un décalage énorme entre les responsables politiques et les citoyens, ce n’est pas un problème de “ mœurs ” politiques, ou de look des élus. On n’écoute plus les politiques parce qu’ils disent, à quelques nuances près, la même chose lorsqu’on les confronte à nos difficultés ou à nos besoins : “ il n’y a pas de baguette magique, vous savez c’est compliqué... ”. Bien entendu il y a encore une droite et une gauche, mais face à nous il n’y a toujours que la technocratie et l’administration et leurs lettres mortellement désespérantes.

Les politiques n’ont plus le pouvoir, voilà pourquoi on n’attend plus grand-chose de leur part. N’importe quoi ? (Je sais que tu l’as pensé !). Dis-moi alors qui décide de la politique monétaire ? Qui décide de la politique industrielle ? Vous, les élus de la nation ou les technos de Bruxelles ? Plus près de nous, combien de fois nous annonce-t-on la construction d’un lycée, d’un commissariat ou d’un équipement public qui, malgré la décision des élus et l’obtention d’un budget, risque de ne jamais voir le jour tant les procédures administratives viennent à bout des meilleures volontés ? Quant à l’Assemblée nationale seule légitime représentante du peuple, elle n’a le droit que d’obéir à l’exécutif et ne débat que d’une part infime du budget de la nation. Alors, il est où ton pouvoir ?

***“Redonner du sens
au politique, c’est d’abord en finir avec cette
Vème République
fondée sur le pouvoir
d’un homme.”***

Vois-tu, François, redonner du sens au politique, c'est d'abord en finir avec cette Vème République fondée sur le pouvoir d'un homme (le président) et une logique hypercentralisée. Notre pays a changé, les citoyens veulent être plus écoutés, plus responsabilisés, alors qu'on continue à vivre sous des institutions obsolètes et autoritaires. J'exagère à peine. Regarde : le Président de la République peut dissoudre quand bon lui semble l'Assemblée. Quant à l'argument que l'on ressort sans cesse sur la stabilité de la Vème République, on peut rétorquer que le prix à payer pour cette "stabilité", c'est la perte de la légitimité des institutions.

Alors, quand est-ce que l'on fait une VIème République ? Une République où le Parlement peut débattre de tout, peut choisir ses priorités budgétaires, peut initier des réformes et surtout contrôler leur application. Une République avec moins de décrets et moins de Bercy en quelque sorte.

Une VIème République, c'est aussi une vraie décentralisation et non pas le système actuel où l'on a créé des baronnies qui à l'échelle des régions ou des départements reproduisent les pires schémas du centralisme. Comment peut-on encore, aujourd'hui, imposer une autoroute ou une centrale nucléaire sans concertation réelle avec les citoyens ?

***“Quand est-ce que l'on fait une VIème République ?
Une République où le Parlement peut débattre de tout.
Une République avec moins de décrets et moins de Bercy.”***

Une VIème République, ce sera l'occasion de changer enfin les rapports entre les citoyens et la justice. L'idée d'affirmer son indépendance est bonne. Je peux même te suggérer quelques idées pour améliorer l'état d'esprit des juges : aérer leur recrutement qui sent le renfermé, leur conférer un statut distinct de celui des membres du parquet, les inciter fermement à choisir des solutions alternatives à la prison, surtout pour les plus jeunes. Mais l'indépendance du parquet, des magistrats qui ne jugent pas mais portent l'accusation, je ne suis pas d'accord. Ils sont là pour appliquer une politique judiciaire voulue par le gouvernement, issue du suffrage universel, et bénéficient ainsi de sa légitimité. Réprimer les discriminations ou les infractions au droit du travail, ce n'est pas pareil que de poursuivre de malheureux sans papiers ou des gamins qui chapardent. Ce choix appartient au gouvernement donc à la démocratie, et pas à des individus isolés plus souvent soucieux de leurs carrières qu'inquiétés par leur conscience. Il faudra aussi ériger en principe institutionnel le droit de chaque citoyen d'accéder à la justice pour faire valoir ses droits et pas seulement ceux qui ont les moyens de se payer des avocats : ce sera l'enjeu d'une véritable sécurité sociale judiciaire.

Une VIème République c'est enfin un peu d'air frais dans la représentation politique. La loi sur la parité, c'est super mais ce n'est qu'un début et non pas une fin en soi. Il faut aussi s'ouvrir aux nouvelles générations de Français, sans attendre des quotas, et amplifier la citoyenneté locale en permettant aux étrangers d'élire eux-aussi leur maire. Et pour faire de la place à une nouvelle génération d'élus, c'est bien sûr limiter le cumul des mandats et garantir un statut pour les élus et les anciens élus pour que la politique ne soit plus réservée aux bourgeois ou aux hauts fonctionnaires.

Tu vois, avec ces réformes, la politique renouerait déjà le contact avec les citoyens.

Mais la République, ce n'est pas seulement les institutions. C'est d'ailleurs bien là son originalité si on la compare avec les autres modèles démocratiques. Le libre choix ne se résume pas au multipartisme et à l'isoloir mais aussi aux moyens que l'on donne pour que chaque citoyen ait pleinement conscience de ses choix. L'éducation, les transports, la santé, le logement sont aussi la base d'une vraie démocratie. Comme dit l'un de mes bons copains : "les idées naissent dans le ventre".

***“L’impôt républicain
est un fondement
de notre vie en commun.”***

Ne t’inquiète pas François, je ne vais pas ici reprendre les mille et une idées que je t’ai déjà fait parvenir. Non, en fait après une discussion avec Didier qui est fonctionnaire aux impôts, je me suis rendue compte que la grogne des Français sur la fiscalité est plus que justifiée. Si on continue à faire toujours payer les mêmes, autrement dit les salariés, on risque de voir l’égoïsme et le chacun pour soi l’emporter. L’impôt républicain est un fondement de notre vie en commun. En principe, chacun fait selon ses moyens, mais en réalité plus on est riche moins on cotise pour le collectif. Alors si on ne veut pas d’un pays où règnent les assurances privées, les écoles privées, les routes privées, les transports privés, la santé privée, si l’on veut de vrais services publics, il faut une vraie révolution fiscale.

Les principes sont simples :

1. Tout le monde doit acquitter l’impôt,
2. L’impôt direct doit être la source principale de recettes,
3. L’impôt doit être progressif,
4. Le capital doit être taxé au moins autant que le travail.

Et si certains menacent de quitter le pays, je pense qu’il faut leur dire chiche ! Après tout, vivre en France, profiter de notre pays, ce n’est pas gratuit ! Sois certain que, contrairement aux légendes bien entretenues par les hebdomadaires de droite, ils ne se précipiteront pas à Londres pour manger des fish and chips. Comme à chacune de mes lettres, je te joins quelques propositions plus précises qui n’attendent que de la bonne volonté pour être mises en mouvement.

***“Je comprends mieux
qu’être française, c’est
être républicaine.”***

Avant, quand j’étais plus petite, on me demandait si j’étais française. C’est bête, mais comme beaucoup de jeunes, j’avais du mal à répondre, alors je disais “citoyenne du monde”, “sans patrie ni frontières”. Je n’avais pas tort. Seulement avec l’évolution du monde d’aujourd’hui, le règne de la loi de l’argent et du modèle Mac Donald’s, je comprends mieux qu’être française, c’est être républicaine.

J’aime la République pas simplement pour son histoire, pas comme un musée qu’on admire. Non, je l’aime quand elle reste fidèle au serment de sa naissance, celui du Jeu de Paume où les Français se sont promis de rester ensemble jusqu’à ce que soit mise à bas la tyrannie. Le combat continue aujourd’hui, il nous faut donc rester ensemble parce que c’est comme ça qu’on est forts.

***“ Dans quel pays peut-on être plus libre d’être,
de croire ce que l’on veut, si ce n’est notre
République laïque ? ”***

C’est beau la République, et d’ailleurs, je ne comprends pas qu’on la présente comme un monstre froid qui nie les identités. Dans quel pays peut-on être plus libre d’être, de croire ce que l’on veut, si ce n’est notre République laïque ? Ce n’est pas la République qui oppresse les corses, mais plutôt l’insuffisance de République, et je ne crois pas qu’ils seraient plus heureux sous le règne des vieilles familles, des clans et de leurs méthodes moyenâgeuses.

**“ La loi est une
et indivisible.**

**Est-ce que 300 ans après on va revenir en arrière avec des poids et
des mesures ? ”**

François, pourquoi tout d'un coup nous perdons confiance dans les principes qui nous ont tout de même permis d'être un pays heureux au regard du reste du monde, et où se conjuguent aussi bien les libertés individuelles que les libertés collectives ? Tu sais, le 14 juillet dernier à l'incroyable pique-nique de la Méridienne verte, quelqu'un me rappelait que s'il y a eu la Révolution en 1789, c'était au départ pour protester contre le système de deux poids – deux mesures. C'est cela la République : la loi est une et indivisible. Est-ce que 300 ans après on va revenir en arrière avec des poids et des mesures, des lois à géométrie variable en Corse ou ailleurs ? Et de ce point de vue, il me semble que les accords de Matignon posent plus de problèmes qu'ils n'en résolvent.

Bon, François, je vais te laisser sur cette exhortation. J'ai encore mille choses à te dire mais je sais que tu as fort à faire dans ce parti où tu dois sans cesse avoir l'œil rivé sur tes “ amis ” de la majorité si prompts à faire ton bonheur (on peut rigoler un peu non ?). Mais saches que dans notre pays, nous sommes des millions à vouloir t'aider toi et les autres pour que la République retrouve son élan. Une République sociale, démocratique, ouverte sur le monde, c'est le challenge que veut relever notre génération.

Tu dois te dire qu'on n'a pas froid aux yeux et tu as raison. Tu sais pourquoi ? Parce qu'on est champions du monde ! (putain que c'est bon...)

Attika.

*Les propositions
de la Gauche Socialiste*

POUR LA REPUBLIQUE SOCIALE

■ LA VIEME REPUBLIQUE :

● Un exécutif unifié et responsable devant le Parlement :

- le Premier Ministre désigné par les députés et responsable devant eux est le chef de l'exécutif,
- suppression des pouvoirs exorbitants du président sont supprimés (droit de dissolution, “ domaine réservé ”, initiative du referendum, article 16...),
- suppression des dispositifs d'étouffement du Parlement (art. 49.3, 40, 44, domaine de la loi et du règlement).

● Clarification des compétences respectives de l'Etat, des conseils régionaux et généraux en préalable à un renforcement de la décentralisation.

● Une loi pour le statut des élu(e)s et limitation du cumul des mandats.

● La réforme de la justice :

- affirmer l'indépendance des juges, assumer la hiérarchie des parquets,
- instaurer une véritable sécurité sociale judiciaire donnant à tous les citoyens les moyens effectifs de se défendre.

■ LA REVOLUTION FISCALE

- Acquitement de l'impôt par tous.
- **Renforcement de la progressivité de l'impôt** (renforcement de la progressivité des impôts locaux et des droits de succession, suppression des exonérations et niches fiscales non justifiées économiquement).
- **Réduction des impôts indirects** : baisse de la TVA, taux zéro sur tous les produits de consommation courante, harmonisation avec nos partenaires européens sur les autres biens et services (taux entre 14 et 16 %).
- **Taxer plus fortement les revenus financiers** pour rééquilibrer l'imposition entre le capital et le travail et, notamment supprimer le système de l'avoir fiscal et du prélèvement libératoire.
- **Instauration de la Taxe Tobin par la France**, qui appellerait en même temps l'Europe à faire de la zone euro la première zone Tobin du monde.
- **Lutter contre les paradis fiscaux** :
 - taxe dissuasive sur les mouvements de capitaux qui proviennent des paradis fiscaux ou se dirigent vers eux,
 - interdiction des paradis fiscaux en Europe,
 - sanctions internationales à l'encontre des pays récalcitrants.

■ DES SERVICES PUBLICS UTILES ET EFFICACES :

- **Une loi cadre pour le service public pour tous et partout** doit garantir la présence des services publics du plus petit village aux quartiers de nos grandes villes, qu'il s'agisse des services publics "traditionnels" (écoles, bureaux de postes,...) ou de nouveaux services publics (accès aux nouvelles technologies, transports publics performants...).
- **Embauches massives dans les services publics** qui souffrent d'un déficit en personnel (éducation, santé ...). Après l'abandon officiel du gel de l'emploi public, le dogme de la stabilité des dépenses publiques doit être définitivement enterré.
- **Plan de résorption de la précarité dans la fonction publique.**
- **Promouvoir des services publics de proximité et de qualité**, notamment par la déconcentration des services qui permettrait une présence accrue d'agents directement au contact avec les usagers.
- **Une loi pour assurer la gratuité des services bancaires**, notamment les chèques.

■ LA REPUBLIQUE POUR TOUS :

- **Lutter contre les discriminations** : dans le cadre de la politique judiciaire, faire appliquer la loi pour que cessent les discriminations raciales à l'embauche, dans l'accès aux loisirs, aux stages....

- **Réorienter la politique familiale vers l'objectif de la parité domestique entre hommes et femmes** : prise en charge par la collectivité (et pas seulement par les municipalités) d'une partie des contraintes qui pèsent sur les femmes telles que la garde d'enfants : instauration d'une réglementation à l'image de la loi sur les logements sociaux qui impose des normes minimales de places de parking lors de la construction de nouveaux logements.
- **Droit de vote** aux élections locales des étrangers non communautaires.
- **Régularisation des sans-papiers** qui en ont fait la demande
- **Droit du sol intégral dès la naissance et réforme des procédures de naturalisation** pour faciliter l'accès à la nationalité française sur la base de critères objectifs.

Cher(ère)s camarades,

La révolte est bonne conseillère. En tout cas bien meilleure que le fatalisme et la résignation de ceux qui pensent que tout est joué d'avance ou qu'après tout, le monde n'est pas si mal que cela. La révolte d'Attika, nous en avons fait le texte de notre motion pour le congrès du Parti Socialiste. Certains nous moqueront peut-être d'avoir mis des mots simples sur la réalité complexe de notre société. Nous assumons pleinement ce choix. Parler simplement de politique ce n'est pas facile, surtout quand on ne veut rien brader sur le fond des idées. Mais c'est un bon exercice de retour dans la vie ordinaire. Nous voulons que notre texte puisse être lu par tout un chacun. Et surtout à l'extérieur du Parti pour convaincre de rejoindre notre engagement socialiste. Parce que le parti socialiste appartient d'abord à toute la gauche. C'est lui qui a été le pivot de la gauche plurielle et quand il a été prêt pour cette alliance Rouge-Rose-Verts, la victoire a été là. Il ne faut jamais l'oublier. A présent, il faut élargir cet élan. L'union du sommet doit s'ancrer à la base. A la base, c'est le grand nombre qui n'a pas de carte de parti. C'est lui qu'il faut aller interroger et mobiliser. C'est pour cela que nous proposons de ressourcer toute la gauche sur le terrain, avec des Etats-Généraux de la gauche dans chaque circonscription. Nous croyons que ce soucis sera compris par les hommes et les femmes simples, militants de notre parti, qui, dans l'ombre du quotidien, font vivre l'idéal socialiste.

C'est vrai, être militant socialiste, ce n'est pas facile. Pas pour les mêmes raisons qu'hier, à l'époque où beaucoup ont payé cher par un licenciement et des repréailles de toutes sortes, leur engagement socialiste. Encore que...

Aujourd'hui, c'est l'indifférence qui fait le plus mal à celles et ceux qui souvent depuis des années, ne comptent ni les réunions, ni les manifs, ni les diffusions de tracts consacrés à leur combat.

Pourquoi ne pourrait-on plus porter fièrement le poing et la rose chez les nôtres ? Pourquoi sommes-nous mal vus, et il faut le dire, parfois même mal aimés dans les quartiers populaires ? Peut-être simplement parce que nous ne parlons plus comme Attika. Mais autant le dire franchement : la forme c'est aussi le fond. La langue de la révolte et de ses solutions est peu amie de l'ambiguïté et du mi-chèvre mi-chou qui est le plus souvent le style ordinaire de notre parti. Il arrive qu'on n'y comprenne rien et ce n'est pas toujours involontaire... D'ou cela vient-il ? Il faut y répondre. Car le problème de la gauche aujourd'hui, c'est le peuple populaire. Les 23 millions de personnes qui vivent dans une famille d'ouvriers et d'employés. Ils s'abstiennent en masse. Ils nous lâchent dans les sondages. Ils nous tournent souvent le dos. Et si le problème du peuple c'était sa Gauche ?

Pour nous, la Gauche Socialiste, les difficultés rencontrées par le socialisme ne peuvent simplement se réduire à la comparaison du talent des individus qui en sont les porte-paroles. C'est vrai, le monde a changé et il faut donc un autre style pour notre époque. Mais ce qui n'a pas changé, c'est le capitalisme. Il a bien sûr profondément évolué. Mais son ressort, son énergie, il les tire toujours de l'exploitation d'une majorité au seul profit d'une minorité. Jamais cela n'a été aussi aveuglément clair qu'aujourd'hui où trois personnes possèdent autant que 40 pays produisent en une année. Pourtant combien parmi nous pensent quand même que ce système est le " moins pire des systèmes ". Ils tirent, qu'ils le veulent ou non,

un trait sur la souffrance humaine grandissante à travers le monde. Ils ferment aussi les yeux sur la dureté du combat quotidien de celles et ceux qui font vivre leur famille avec moins de 7000 Francs par mois.

Tout ceux qui ne disent pas quand ça finira, et comment, n'intéressent plus ceux qui subissent sans espoir cette réalité.

Il y a plus encore. Si le socialisme est seulement la somme des bonnes intentions des socialistes, ça ne fait pas davantage que la plupart des discours humanitaires. Oui ou non le socialisme est-il un projet concret alternatif au capitalisme ? Nous pensons que oui. Notre motion s'inscrit dans cette tradition de notre parti. Comment faut-il nommer ce projet ? C'est " la République Sociale " de Jean Jaurès. Il ne s'agit plus de vouloir des égaux, il s'agit d'en faire.

La Gauche Socialiste

Liste des premiers signataires de La Gauche Socialiste

Membres du Bureau National, parlementaires et premiers fédéraux : Julien DRAY, député, bureau national (91) ; Marie-Noëlle LIENEMANN vice-présidente du Parlement européen, bureau national (91) ; Olivier DARBAS, Premier fédéral (18) ; Harlem DESIR, Député Européen, bureau national (93) ; Yann GALUT, député (18) ; Pascale LE NEOUANNIC, bureau national (92) ; Yvette BENAYOUN-NAKACHE, députée, conseillère municipale (31) ; Catherine PICARD, députée, conseillère régionale (27) ; Jo ROSSIGNOL, député - maire de Limeil-Brevannes (94) ; Laurence ROSSIGNOL, Conseillère Régionale (60) ; Olivier THOMAS, Premier fédéral (91) ; Jean-Luc MELENCHON (91).

Membres des Instances Nationales : AMARD Gabriel, maire, conseiller régional, bureau fédéral (91) ; ARRIAL Stéphane (CN-92) ; AOUCHAR Erick, commission des conflits (91) ; ASSOULINE Daniel, secrétaire fédéral, Bureau de la CNE, (CN-75) ; BAILLY Dominique, secrétaire fédéral, conseiller régional (CN-59) ; BATHO Delphine, (CN-91) ; BERTHIOT Gérard, Bureau fédéral, (CN-51) ; BODIN Marie-Hélène, conseillère régionale, bureau fédéral, (CN-18) ; CABIEU Daniel, conseil fédéral (CN-14) ; CARROY Yves, Bureau Fédéral (CN-63) ; CASTEX Françoise, conseil fédéral, (CN-32) ; COTTIGNY Jean-Louis, conseiller général, maire, (CN-62) ; DARRIULAT Philippe (CN) ; DESPORTES Guy, bureau fédéral (CN-67) ; DUPOND Cédric (CN-62) ; FILOCHE Gérard, conseil fédéral (CN-77) ; **GHALI Samia, commission nationale de contrôle financier (13)**; GUILLERM Ariane, (CN-33) ; HOELTGEN Didier, Secrétaire National du GSE Santé (91) ; JUSFORGUES Julien, bureau fédéral (CN-31) ; LECONTE Didier, commission nationale de Contrôle financier, conseil fédéral (91). LOUIS Véronique, conseillère régionale, secrétaire fédérale, (CN-07) ; MERCHEZ Bernadette (CN-75) ; MENNUCI Patrick, vice-président de région, (CN-13) ; NEUMAN Jean-Pierre, (CN-31) ; PERRIER Gérard, (CN-97) ; PIGNEROL Bernard, commission des conflits (75) ; SAMADI Nathalie, commission Nationale des Conflits, secrétaire fédérale (62) ; THOMAS Isabelle, conseil fédéral, secrétaire de section, conseillère régionale (CN-35) ; TOUCHEFEU Claude, bureau fédéral, conseillère générale (CN-31) ;

Membres des instances nationales du MJS : BAUER Stéphane, animateur fédéral MJS (15) ; BENZEKRI Eric, Bureau national du MJS (91) ; BERARD DE MALAVAS Luc, animateur fédéral

MJS Asnières (92) ; BOCAHUT Xavier, Animateur fédéral du MJS (51) ; CARLIER David, C.N.A (64) ; DE KERAUTEM Geneviève, animatrice fédérale du MJS (93) ; DENIZ Emir, Animateur Fédéral du MJS (57) ; DERROUET David, animateur fédéral du MJS (91) ; DOUMEAU Manuel, animateur fédéral du MJS (53) ; EMAIN David, Animateur fédéral du MJS (73) ; FAUTHOUX Rémy, animateur fédéral MJS (64) ; JULLIARD Bruno, animateur fédéral MJS (43) ; LEANDRI Luc, bureau national MJS, conseil fédéral (83) ; LOTH Amélie, C.N.A (13) ; MASSON Laure, bureau national, MJS (38) ; ROIZEN David, Commission Nationale d'Arbitrage (75) ; USSEGLIO Pascal, animateur fédéral MJS (83) ; VALFORT Sonia, Bureau National du MJS (69) ;

AIT AMAR Kamel (51) ; AIFAOUI Taoufik (84) ; ALBERELLI Gianfranco, conseil fédéral, secrétaire de section (67) ; ALLOUCH Marc (91) ; AMAR-VIGNEST Michèle, conseil fédéral (75) ; AMARA Fatiha (63) ; AMIOT Jean (77) ; AMIOT Jacqueline (77) ; ANDRE Gérard, Maire Adjoint (54) ; ANNOUN Abdessamad, bureau fédéral (67) ; ANNOUX Marthe, conseil fédéral (07) ; ANSART Pierre, conseil fédéral (62) ; ANTOINE Christine, secrétaire fédérale (79) ; ANTONY Jacques (20) ; ARDOUIN Maryvonne, conseil fédéral (79) ; ARIAGNO Jef, conseil fédéral (69) ; ARIN Vincent, secrétaire fédéral, conseil fédéral, secrétaire de section (12) ; ARNAUD LANDAUD Arlette (43) ; ARNOUX Patrick, maire-adjoint (13) ; AT Jean-Louis, secrétaire de section, conseil fédéral (31) ; ATCHEKZAI Manan (69) ; ATLAN Thierry, secrétaire de section (94) ; ATTAR Michèle, présidente de la commission environnement et cadre de vie du C E S (75) ; AUBERT Jacques, secrétaire de section (94) ; AUBRY David, secrétaire de section (25) ; AUDINOS Michel, bureau fédéral, maire (09) ; AURENSAN Nadine, conseil fédéral (32) ; BACI CHIQUART Patricia, conseil fédéral (54) ; BAEUR Jeanne Claire, conseil fédéral (67) ; BAIGUINI Daniel, conseil fédéral (69) ; BAILLET Gilles (33) ; BARATO Jean Loup, conseil fédéral (30) ; BARBA Françoise, conseil fédéral (78) ; BARBARA André, conseil fédéral (31) ; BARDELLI Pierre, Conseiller Régional (54) ; BARLATIER Alain (13) ; BARON Philippe, conseil fédéral (32) ; BARREYRE Maurice, Maire Adjoint, conseil fédéral (63) ; BASTOUL Maryse, conseil fédéral, maire adjoint (83) ; BATAILLE Jean-Michel (76) ; BAUDON Georges (13) ; BAZELLE Betty, conseil fédéral (15) ; BEAUNE Guy (72) ; BEDEL Christophe (62) ; BEGAGHE Myriam, secrétaire de section (65) ; BEGARDS GUERRA Evelyne (33) ; BEHAGUE Jean-Louis, comité de ville (80) ; BENAILI Mounia (14) ; BENART Annabelle, MJS (78) ; BENDAFI Abder (13) ; BENNETOT Jacques, commission nationale et fédérale des affaires sociales, CA de section (76) ; BENYOUNES Kamel (93) ; BERARDIN Jean-Pierre, maire-adjoint, bureau fédéral (26) ; BERASATEGUI Alex (78) ; BERDIER Philippe, secrétaire fédéral (80) ; BERGES Etienne (33) ; BERNARD Franck, bureau fédéral (45) ; BERNARD Jacques (85) ; BERNARDINI Claude, Conseil fédéral, maire-adjoint (93) ; BERTHET Laurent, bureau fédéral, conseiller municipal (38) ; BERTHIER Yann, conseil fédéral (38) ; BERTRAND Maryse, conseil fédéral, conseillère municipale (81) ; BESAGNET Philippe, conseil fédéral (32) ; BESNARD Roger, conseil fédéral (35) ; BESSIERES Linda, bureau fédéral, conseil fédéral, conseillère communautaire (81) ; BIGOT Jean-François, conseil fédéral (35) ; BIHORE Alain, conseil fédéral (37) ; BINET Dominique, bureau fédéral (77) ; BIZOT Georges Eric (69) ; BLAT Jean-Pierre, ancien secrétaire fédéral aux sections et ancien secrétaire de section 15^{ème}(75) ; BOISSEE Jean-Louis, secrétaire fédéral aux entreprises (14) ; BOITARD Julie (33) ; BOITARD Pascale (58) ; BOITEUX Jean, conseil fédéral (94) ; BONNEAU Brigitte, conseillère municipale (16) ; BONNOT Sarah, MJS (78) ; BORNET Serge, conseil fédéral (71) ; BOSCUS Jean-Claude, bureau fédéral, conseil fédéral (12) ; BOSSUVE Jacqueline (62) ; BOUCHER Fabrice, secrétaire de section, conseil fédéral (57) ; BOUDES Francis (12) ; BOURACHOT Monique (51) ; BOURGOIS Catherine, conseil fédéral (94) ; BOURNAZEAU Bernard, maire (33) ; BOUROUILLE Roger, commission des conflits, maire-adjoint (09) ; BOUSSEMART Claude, président du parlement social fédéral (62) ; BOUTES Francis, vice-président du conseil général (34) ; BOUTET Marie-José, conseillère Municipale (37) ; BOUTONNET Roger, conseil fédéral (12) ; BOUVIER Michel (66) ; BRETOUT Stéphane,

responsable MJS 13/14^{ème}(75) ; BREWEE Anne, conseil fédéral (94) ; BRITTO Sauveur (34) ; BROCHETON Laurent, conseil fédéral (02) ; BRUNETOT Gilles (08) ; BUCKI Jacques (13) ; BUFFET Emile, conseil fédéral (18) ; BULTEAU Sylvianne, bureau fédéral (85) ; BUSSY Claude (51) ; CALMELS Franck (12) ; CANSOULINE Claude, conseiller général (66) ; CARBONNEL François (31) ; CARBONNEAU Claudie (12) ; CARLES Alain (12) ; CARON Denise, Commission contrôle financier (35) ; CARON Roberte (60) ; CARREZ Didier, maire-adjoint (59) ; CARRIERE Guy (59) ; CARTAYRADE Hervé, conseil fédéral (15) ; CASSEN Lionel (78) ; CASTAGNE Dominique, bureau fédéral, secrétaire fédéral (09) ; CASTELLI Emmanuel, conseil fédéral (54) ; CATINCHI Antoine, C.A de section (69) ; CAUTI Marius (13) ; CESSOT Olivier, secrétaire fédéral (93) ; CHABANIS Blaise (77) ; CHAMBON Pierre (44) ; CHAMOULAUD William (60) ; CHAPUIS Jo (43) ; CHARBONNEL Pierre (15) ; CHARASSE Danièle (63) ; CHARRIER Jean-Louis, conseil fédéral (79) ; CHATIN Gérard, secrétaire fédéral (60) ; CHAVIGNE Jean-Jacques, Secrétaire fédéral Entreprise (80) ; CHAVIN Rosine, conseil fédéral (25) ; CHEMIN François (73) ; CHERKI Pascal, conseiller du 14^{ème}, bureau fédéral (75) ; CHEVALLIER Pierre (12) ; CHEVALLIER Simone, conseil fédéral (45) ; CHOLET Michel, conseil fédéral, secrétaire de section (81) ; CHOSSOY Jean-Claude, conseil fédéral, secrétaire de section (18) ; CHRISTOPHE-HAYOT Harry (93) ; CHUMIATCHER Emmanuel, bureau fédéral (38) ; CIEUTAT Claudine (31) ; CITEBUA Jeff, conseil fédéral, conseiller municipal (93) ; CLAICH Louisanne (14) ; CLAIN Louis, secrétaire de section (14) ; CLAPUYT Liliane, conseil fédéral (59) ; CLEMENT Michel, conseil fédéral (58) ; COLAS William, conseil fédéral (87) ; COLOMBIE Jean, bureau fédéral, conseil fédéral, maire (81) ; COLOMINES Lise (24) ; COLONGO Gérard (09) ; COMBAUD Laurent, conseil fédéral (91) ; CANDEBAT Thierry, conseil fédéral (09) ; CONDOLF Muriel, bureau fédéral (78) ; CORBIERE Alexis (75) ; CORBIN Stéphane, conseil fédéral (37) ; COSKUN Zubeyda (63) ; COSKUN Alparslan (63) ; COSSEVIN Monique (17) ; COTA Estelle (69) ; COTELLE Jean (31) ; COTELLE Lydie, bureau fédéral, conseil fédéral (31) ; COULLOMB Vincent, maire-adjoint (13) ; COULON Jean-Louis, conseiller général Millau (12) ; CULIN Michel, bureau fédéral (FFE) ; CUQ Emmanuel (82) ; DA SILVA Paul, bureau fédéral (91) ; DAEL Laure, secrétaire fédérale, secrétaire de section (27) ; DANGE Dominique, maire-adjoint, conseil fédéral (45) ; DAYRE Nathalie (24) ; DE HARO Anne (77) ; DE RUS Pierre, maire (91) ; DE TAVERNIER Alain, maire-adjoint (13). DEAT Nadine (63) ; DECOEUR Thomas, délégué CCR MJS (69) ; DEGRES Christian, maire-adjoint (59) ; DELAIN Jean, bureau fédéral (07) ; DELAPIERRE François, conseil fédéral (75) ; DELATTRE Emmanuel, conseil fédéral (69) ; DELATTRE Michel, secrétaire de section (59) ; DELASALLE Jean-Marc (44) ; DELOFFRE Xavier, MJS (62) ; DELTHIL Gilberte, CA de section (81) ; DEMANGEOT Annie, bureau fédéral, secrétaire de section (18) ; DEMONET Jacques, C.A. de section (69) ; DENOIT Jean-Louis (12) ; DE NEGRI Gérard, secrétaire de section adjoint (30) ; DEPOIRE Camille, conseil fédéral (73) ; DERACHE Guy, maire-adjoint (59) ; DESABRE Michel, bureau fédéral (18) ; DESCORMES Michel, maire-adjoint, secrétaire fédéral (26) ; DESFOSSÉS Séverine, conseil fédéral (18) ; DESJOURS Marc (91) ; DESLANDES Monique, conseil fédéral (92) ; DESLANDES Patrick, conseil municipal (92) ; DESSAGE Marc, conseil fédéral (87) ; DEVRED Jean-Philippe, trésorier de section (07) ; DI BIANCA Réjane, secrétaire de section (14) ; DI PRIMA Umberto (80) ; DOMENEC Kristof, conseil fédéral (38) ; DONTAINE Alain, conseil fédéral (38) ; DOUSSAIN Elisabeth, conseillère générale, conseillère municipale, secrétaire fédérale (91) ; DRICI Franck (971) ; DUBOIS Henri-Georges, secrétaire de section (17) ; DUBOIS Loïc, conseil fédéral (50) ; DUBOIS Sabrina, secrétaire fédéral (50) ; DUFFAUD Laurence, conseil fédéral, conseillère municipale (35) ; DUFORSTEL Pascal (79) ; DUMESTRE Pierre, Conseil Fédéral (06) ; DUMONTIER Maurice (27) ; DUPONT Cédric, Secrétaire de section (62) ; DUPRAT Frédéric, bureau fédéral (33) ; DUPUIS Emmanuel (69) ; DUTOT Alain, conseiller municipal (81) ; EL KHOU Fatima (63) ; EMAN David, AF MJS (73) ; ERTEL PAU Marie-Jeanne, secrétariat fédéral (91) ; ESPESSO Alain, secrétaire de section (78) ; FABRE Serge, conseiller municipal (13) ; FAES Jean-Christophe (44) ; FALL Hassan (93) ; FAOURAULT Françoise (53) ; FARAL Christine,

commission des conflits (81) ; FAVIER Lydie, conseil fédéral (18) ; FAVIER Marcel, conseil fédéral (30) ; FELLAH Mohamed (51) ; FERNANDES Bernard, secrétaire de section, conseil fédéral (93) ; FERNANDEZ Luisa, conseil fédéral (18) ; FERRI Joël (62) ; FERRIEUX François, Conseiller municipal, conseil fédéral (60) ; FEUGAS Roger, secrétaire fédéral (64) ; FEUILLASSIER Suzy (13) ; FILIPOVITCH Stéphane (62) ; FILOCHE Léa (77) ; FLACHER Bruno (34) ; FLODERER Hélène, conseil fédéral (14) ; FONTAINE Daniel, secrétaire de section ; FONTAINE Yves, Secrétaire de section (21) ; FONVIELLE Jean-Paul, conseiller municipal, conseil fédéral (31) ; FORT-BOUSSIERES Bernadette (69) ; FORTIS Nathalie, conseil fédéral (67) ; FORTUIT Alain, bureau fédéral (83) ; FOURCROY Annabelle, conseil fédéral, MJS (62) ; FOURESTIER Dominique, secrétaire de section, secrétaire fédérale (51) ; FOURNIER Jean (33) ; FOURNIER Philippe, Conseil fédéral, secrétaire de section (18) ; FRANCHESCATTI Magali (34) ; FRANCO Hélène (39) ; FREY Maurice, secrétaire fédéral (12) ; FREYBURGER Pierre, conseiller général, maire-adjoint, conseil fédéral (68) ; FROT Yvette, Bureau Fédéral (82) ; FUCHS Alice, conseil fédéral (93) ; GALAND Emma (62) ; GARO Patrice, bureau fédéral (75) ; GARRIDO Raquel, conseil fédéral (75) ; GARRIGUE Marie-Ange, conseillère municipale (66) ; GAUGAIN Dominique, secrétaire de section (14) ; GAUGIRARD Edouard, bureau fédéral (29) ; GAUTHEY Michel, secrétaire de section (01) ; GAUTHIERE Manuel (77) ; GERARD Pierre, commission des conflits (91) ; GEVAERT Fanny (59) ; GHALI Samia, maire-adjointe des 15/16^{ème} arrondissement (13) ; GHERBI Mourad (31) ; GIRARD Dominique (13) ; GIRAUD Olivier, conseil fédéral (07) ; GIRMA Jacques (31) ; GOLDBERG Daniel, bureau fédéral, maire-adjoint (93) ; GOSSE Germain (62) ; GOUDILIERE Bernard (13) ; GOURINCHAS Michel, bureau fédéral (16) ; GRASSO Philippe (13) ; GRAU Jeanine (91) ; GRAU Régis (34) ; GRENET Daniel (14) ; GRIMAL Claude (62) ; GRIMALDI André (94) ; GRIMAUD Georges (13) ; GRISSONNET Ginette (69) ; GRONDIN Jean-Jacques, bureau fédéral (97) ; GROUNDON Wilfried, conseil fédéral (33) ; GRUAIX Georges (13) ; GRUSZCZYNSKI Daniel, secrétaire de section (59) ; GUEDJ Jérôme, vice-président du conseil général (91) ; GUENERIN Dominique (58) ; GUENOT Gilles, secrétaire de section (91) ; GUERIN Jocelyne, Conseil fédéral (62) ; GUERINEAU Philippe, bureau fédéral, conseil fédéral, maire-adjoint, conseiller général, vice-président d'agglomération Castres-Mazamet (81) ; GUEROUT François, conseil fédéral (78) ; GUILBAUD Louis (85) ; GUILHOT Patricia, Bureau Fédéral, secrétaire de section (63) ; GUILLARD Gilles, secrétaire de section (93) ; GUILLAUMIE Nadine, bureau fédéral (85) ; GUILLOT Josiane, secrétaire de section (91) ; GUINARD Philippe, conseil fédéral (85) ; HACQUART Didier, Commission Nationale Entreprise (13) ; HAKKAR Kamel, Conseil fédéral (25) ; HAMADI Ahmed (30) ; HAMDOUN Mohamed (63) ; HAREL Madeleine, secrétaire de section (21) ; HEBRANT Marcel (12) ; HELIES Jacques, conseiller municipal, conseil fédéral (29) ; HEMISSI Linda (51) ; HENRY Pascal (44) ; HOCQUARD Frédéric, conseil fédéral (75) ; HOHWALA Annie (67) ; HOULGATTE Stéphane, conseil fédéral (27) ; HUBERT Jean Paul (51) ; HUET Michel, conseiller Municipal (37) ; ISAAC René, conseiller municipal, bureau fédéral (29) ; JACQUOT Stéphane (40) ; JAMES Fabrice (13) ; JAVAZZO Alain (31) ; JEAN-BAPTISTE Robert (58) ; JEHANNO Jean Vincent, commission de contrôle financier (69) ; JOMAT Maryvonne, CA de section (76) ; JOUENNE Anita (76) ; JOUENNE Xavier, secrétaire adjoint de section (76) ; JUIN Marianne (15) ; JULIEN Maurice (13) ; JULIEN Vincent, secrétaire de section, conseiller municipal (73) ; JULLIARD Corinne (77) ; KALBACH Jacques (17) ; KHATIR Salika, conseillère municipale (59) ; KHIARI Abdelkader (63) ; KLAI Abdessatar, secrétaire de section (91) ; KOENIG Sébastien, conseil fédéral, bureau fédéral, secrétaire de section (57) ; KOMOROWSKI Georges (54) ; LABARRE Marie-Agnès, maire (91) ; LABARTHE Cécile, conseil fédéral (24) ; LABBE Maryse, conseil fédéral (91) ; LACOSTE Patrick (13) ; LACACHEUX Hélène (13) ; LAFFITTE Christian, bureau fédéral (32) ; LAFFONT Christiane, maire-adjoint, conseil fédéral (26) ; LAGLEYSE Marion (33) ; LALANNE Jean Yves (64) ; LALLIER Caroline (59) ; LALOUETTE Monique (60) ; LAMOTTE Guy (78) ; LANCESTAT Etienne (60) ; LANDES Henri (12) ; LANTERNIER Ugo, bureau fédéral (75) ; LARA Francis, bureau fédéral (91) ; LARDE Andrée, section de Beaurains (62) ; LAURENT

Michel (54) ; LE BAIL Jean (56) ; LE CUNFF Geneviève (44) ; LE FIBLEC Hervé, conseil fédéral (60) ; LE LAY Yves-Marie, secrétaire de section, conseil fédéral (29) ; LE LESLE Marie-France (93) ; LE MACON Elisabeth (51) ; LE MOINE Gilles, conseil fédéral (16) ; LE POULAIN Pascal, conseil fédéral (77) ; LEAUMENT Michel (79) ; LEBDI Safia (63) ; LEBLANC Michel, conseil fédéral (62) ; LEBREC Philippe (14) ; LEBRETON Michel (79) ; LEBRETON Serge (16) ; LECA André, conseil fédéral (03) ; LECAPLAIN Francis (50) ; LECARDRONNEL Gilbert, conseil fédéral (14) ; ; LECHAT Patrick, conseil fédéral (14) ; LECLERCQ Laurent, secrétaire de section (62) ; LEGOFF Joël, Secrétaire fédéral (50) ; LEGRAND Henri, secrétaire de section (62) ; LEGUELINEL Jean, conseil fédéral (50) ; LEMAIRE Jacques (59) ; LEMAIRE Pierre Emmanuel (64) ; LEMAIRE Serge, conseil fédéral (62) ; LEMONIER Vincent (78) ; LEMONNIER Serge, secrétaire de section (14) ; LEONHARDT Olivier, secrétaire fédéral (91) ; LEPETIT Sébastien, conseil fédéral (91) ; LEPLUS Cathy, bureau fédéral (32) ; LEPRINCE Françoise (14) ; LERASLE Jean-Pierre, conseil fédéral (18) ; LERHUN Yannick, Commission fédérale (40) ; LESBRE Serge, Maire Adjoint (63) ; LEVARD Laurent, délégué national (FFE) ; LEVEQUE Gaétane (44) ; LEVY Anne-Marie, conseillère municipale, secrétaire de section, conseil fédéral (07) ; LEVY-VALENSI Stéphane, membre commission contrôle financier (07) ; LIBEAU Didier (44) ; LHEUREUX Nicole, conseillère municipale (62) ; LHOMME Bruno, section (62) ; LIBAROS Robert (47) ; LIEBGOTT Bernard, maire-adjoint (13) ; LIKIERNIK Anne-Marie, Lavour (81) ; LORENZO José, membre du bureau fédéral (92) ; LORRIAUX Daphné (80) ; LOUIS Marianne, secrétariat fédéral (91) ; LOUVET Vincent, conseil fédéral (14). LUCIONI Jacques, conseil fédéral (15) ; MABBOUX Marie-Christine, membre du collectif fédéral MJS ; MAGNIEN Karine, Trésorière de section (73) ; MAILOT Gilles, Conseiller Municipal (54) ; MALAUSSENA Gilles, commission de contrôle financier (91) ; MALINGUE Dominique, bureau fédéral (44) ; MANGE Edgar, secrétaire fédéral (32) ; MANIGOT Christelle, conseil fédéral (18) ; MANTEGHETTI Alain (34) ; MARAGNO Lionel, conseil fédéral (94) ; MARANZANA Bruno, conseiller général, bureau fédéral (83) ; MARCHAND Jean-Louis, bureau fédéral (59) ; MARCHESE Jean-Claude (77) ; MARCO Olivier, Chili (FFE) ; MARCOT Guy (67) ; MARLIERE Philippe, secrétaire de section, Londres (FFE) ; MARQUE Marcel (65) ; MARTEAU Serge (12) ; MARTEL Nicole (62) ; MARTICELLI Magali (13) ; MARTIN Benoît, conseil fédéral (77) ; MARTIN Elisa, maire-adjoint, bureau fédéral (38) ; MARTINEZ Jacques (12) ; MARTY Bernard, conseil fédéral (34) ; MASINI Félix (82) ; MASSE Gérard (13) ; MASSE Nicolas (13) ; MATHIEU Frédéric, conseil fédéral, secrétaire de section (35). MATHIEU Hugues, conseil fédéral (87). MATUS Robert, conseil fédéral, secrétaire de section (18). MATUSAK Marie-Lise, maire-adjoint (59). MAUREL Liliane (13). MAY Gabriel (25) ; MAYART Irène, commission des conflits (31) ; MAZENOU Marcel, bureau fédéral (18) ; M'BOH Amidou (76) ; MEAUX Marie-Hélène, bureau fédéral (60) ; MECHIN Serge, maire, bureau fédéral, secrétaire de section (18) ; MECHLER Tristan (67) ; MEHIMMETEDSI Eric (80) ; MELLA Stéphane (34) ; MENARD Olivier, conseil fédéral, secrétaire de section (37) ; MERTZ Bertrand, Conseil fédéral, bureau fédéral, Conseiller Régional, secrétaire de section (57) ; MEUNIER Pierre, conseiller municipal (07) ; MEYRONEINC Jean-Baptiste, conseil fédéral (15) ; MIEGGE Christine, secrétaire de section, membre du bureau fédéral (05) ; MILENNA Michel (93) ; MILEO Guy, conseil fédéral (37) ; MILLET Claudine (01) ; MILLET Maurice (77) ; MIRASOLA François (59) ; MIROUSE Monique, GSE Santé, secrétaire de section, conseil fédéral (31) ; MISSON Franck, conseil fédéral (93) ; MOINDRON Jean-Claude (85) ; MOISSON Renaud (69) ; MOLLA Henri, secrétaire de section (11) ; MONTAURIOL Jacques (31) ; MONTAUT Jean-François, secrétaire de section (64) ; MONTAYA Pierre, bureau fédéral (65) ; MOREL Cyrille, conseil fédéral, secrétaire de section (35) ; MORI René, conseil fédéral (12) ; MORILLON Gérard (58) ; MOUTAULT Henri (44) ; MOUTON Pierre, secrétaire de section, conseil fédéral (29) ; MOUTTE Edouard (58) ; MUNCH Béatrice, conseillère municipale (67) ; MULET-MARQUIS Yves, secrétaire fédéral (49) ; NAIL Jean-Paul (13) ; NANTES Damien, conseil fédéral (38) ; NAVARRO Dolorès, secrétaire fédérale (92) ; NICOLAS Patrice, secrétaire de section, conseil fédéral, bureau fédéral (31) ; NICOT Stéphane, Bureau Fédéral (54) ; NORDMANN Nicolas, conseiller municipal d'arrondissement

(75) ; NOURY Pascal, conseil fédéral (91) ; NURY-RECALT Laurence (13) ; OLIVIER Dominique (54) ; OLIVIER Stéphane, conseil fédéral (78) ; OPRANDI Marie-Pierre commission des conflits (91) ; ORLIAC Gérard (12) ; OROZCO Françoise, conseillère municipale, conseil fédéral, déléguée comité régional (07) ; ORDRONNEAU Cyriaque (47) ; OUDAILLE Patrice (93) ; PANAYE Emmanuel, bureau fédéral (94) ; PANTANELLA Pierre (12) ; PARCOLLET Marie-Françoise, conseillère générale (91) ; PARMENTIER Christian, conseil fédéral, CNE (45) ; PARMENTIER Noël, secrétaire de section (27) ; PASSERON Claire, conseillère municipale (92) ; PAULAT Jean-Luc (12) ; PAULAT Olivia (12) ; PAYONNE Franck (77) ; PEDEBOSCQ Eric (17) ; PELISSIER Marie-Christine (13) ; PELLEFIGUES Pierre-Yves (31) ; PENILLAULT Chloé, bureau fédéral (91) ; PENOT Raymonde (67) ; PEREZ Pierre, conseil fédéral, bureau de section (81) ; PERIZ Manuel (12) ; PERNY Christophe (39) ; PERRIN Luc (54) ; PELLERIN Jean-Claude, maire-adjoint, conseil fédéral (26) ; PETIER Daniel, conseil fédéral (18) ; PHAN Denis, conseil fédéral (29) ; PHILIPPE Patricia, conseil fédéral, maire-adjoint (93) ; PIAZZI Adélaïde, bureau fédéral (95) ; PICARD Patrice (60) ; PICAUD Franck (12) ; PICOT Michel (44) ; PIERRELEE Evelyne (59) ; PIETRASANTA Sébastien, bureau fédéral (92) ; PILUSO François (13) ; PINAULT Olivier (97) ; PINEL Dominique, trésorier de la section (50) ; PIOLI Marie-Paula (75) ; PLESSIS Jacques (78) ; PLET Myriam, Conseillère municipale d'Arrondissement (69) ; PLU Jean-Michel (77) ; PLUTA Christine, conseil fédéral (31) ; POLO Gérard, maire-adjoint (13) ; POCRET Pascal, secrétaire fédéral (48) ; PORIKIAN Thierry, conseil fédéral (18) ; PORTEJOIE Jean-Gilles, Premier Maire-Adjoint, commission fédérale du contrôle financier (63) ; POTEZ Roger, maire (62) ; PREVERAL René, conseil fédéral (80) ; PRIGENT Patrick (77) ; PRUD'HOMME Olivier, conseil fédéral (91) ; QUARRE Francis, conseiller municipal (09) ; QUINCHEZ Etienne, secrétaire de section (91) ; QUINTERO Franck, conseil fédéral (11) ; RABIN Denis (44) ; RAGUENEAU Frédéric, conseil fédéral (95) ; RAJOT Alain (92) ; RAMOS Anael (92) ; RAULT Jean-Claude (44) ; RAVON Jean-Michel, conseiller municipal (78) ; REBECK Yann (13) ; RECOURA Julien (14) ; RENAUDINEAU Philippe (44) ; RENTZSCH Christian, conseil fédéral (38) ; REVOL René, Conseil National, conseil fédéral (34) ; RICARD Isabelle, secrétaire de section (59) ; RICARRERE Vincent, ancien animateur fédéral MJS (64) ; RICHE Jean-Pierre (31) ; RICHOU François, bureau fédéral des adhésions, conseiller général (35) ; RIERA Dominique, conseiller général (92) ; RIEUSSEC Patrick (33) ; RIGAUDIERE André (15) ; RIVEAU Gilles (59) ; RIVAUT Serge, conseil fédéral (60) ; ROBILLARD Claire, bureau fédéral (91) ; ROCHER Sylvie, maire-adjoint (23) ; ROLLOT Jean Michel, Maire (95) ; ROQUET Lucienne, secrétaire de section (14) ; ROS David (91) ; ROSSI Matteo, adjoint au maire (78) ; ROUCAYROL Frédéric (06) ; ROUDIL Isabelle, maire-adjointe du 19^{ème} (75) ; ROUILLON Jean-Pierre, Conseiller Municipal, conseiller communautaire du Grand Nancy (54) ; ROURE Daniel, BFA (63) ; ROURE Martine (92) ; ROUSSET, conseil fédéral (81) ; ROUVIERE Jacques (43) ; ROY Dominique, conseil fédéral (35) ; RULLAN-VIDAL Alain, conseil fédéral (18) ; RUSCASSIE Pierre, bureau fédéral (64) ; SABALOUA Jean (12) ; SABIOLS Nicole, conseillère régionale, conseillère municipale (66) ; SAC Patrice, conseiller général (91) ; SALARD Sandrine (80) ; SALMON Bernard, conseil fédéral (18) ; SALMON Janine, Secrétaire de section, conseil fédéral (18) ; SANCERNI Jean-Jacques (09) ; SANNIER Philippe (80) ; SAROLEA Pascale, Conseil Fédéral (06) ; SAVAT Gérard, conseil fédéral, maire-adjoint (93) ; SCHLEY Robert, maire-adjoint (94) ; SCHNEIDER Arnaud, conseil fédéral (93) ; SCHWEIG William, conseiller Municipal, secrétaire de section (37) ; SEILLER René (44) ; SELLIN Jean-Christophe, conseil fédéral (31) ; SERAYET Marie-Paule, conseil fédéral (07) ; SERGRIER Gwenaëlle (78) ; SERIEYS Anne-Marie (12) ; SERIEYS Jacques, Secrétaire fédéral aux Entreprises, conseil fédéral (12) ; SERIEYS Guilhem, MJS (12) ; SI ALI Nassera, secrétaire de section (91) ; SICSIC Michèle, conseil fédéral (91) ; SIGAL Gérard, Conseil Régional (51) ; SIMON François, conseiller municipal, président du groupe (31) ; SIMONNET Danièle, secrétaire fédérale (75) ; SISSOKO Amidou, conseil fédéral (69) ; SKOUTELSKY Aimé, Commission Fédérale de Contrôle Financier (75) ; SPINITHNY Didier (33) ; STEINFELD Jean-Alain, secrétaire fédéral (93) ; STIEVENART Alexandre (92), STOEFFLER Edgar, conseiller municipal (67) ;

STOEFFLER Irma (67) ; SUCHEL Jean Bernard, Conseiller Municipal, Secrétaire fédéral (69) ; SZEFLER Jean-Bernard (59) ; SZYNKA Patrick (69) ; TAILLE Sophie, bureau fédéral (75) ; TAILLEFER Richard, bureau fédéral (77) ; TALLEC Eric (44) ; TARDY Yannick, secrétaire fédéral (79) ; TASSEZ Thierry, secrétaire de section (62) ; TAURINES Yves, bureau fédéral, conseil fédéral (12) ; TELLIER Alain, conseil fédéral (59) ; TERQUEM Francis, conseil fédéral (14) ; TERNOIS Charles-Henri, conseil fédéral (59) ; TERRAL Alfred (12) ; TEZIER Evelyne, secrétaire de section, conseil fédéral (26) ; THIBAUD Françoise (44) ; THOMAS Alain, secrétaire de section (50) ; THOMINE Claude (14) ; THOUZEAU Eric, bureau fédéral (44) ; TIMSIT Pierre, bureau de section, conseil fédéral (31) ; TISSOT Nicolas, bureau du MJS (31) ; TONOT Carole, conseil fédéral (38) ; TOUCHARD Francis (62) ; TOUCHEFEU Catherine (44) ; TOURNEMAINE Myriam, conseil fédéral (62) ; TOURNEUR Caroline, conseil fédéral (14) ; TRAN VAN Marie France, conseil fédéral (37) ; TRANCY Laurent, bureau fédéral, Conseil Fédéral (06) ; TRIHOREAU Yves (44) ; TROTARD Joël, secrétaire de section, bureau fédéral, secrétariat fédéral (31) ; TROTARD Marie-Stéphane (31) ; TROUSSEL Stéphane, secrétaire de section (93) ; TZWANGUE Didier, conseil fédéral (67) ; VACHERON Raymond (43) ; VAILLANT Julien (54) ; VAITILINGOM Thierry, conseil fédéral (97) ; VANDEKERKHOF Pierre, maire-adjoint (59) ; VANEECKOUT Pascale (80) ; VASSEUR Nathalie, commission de contrôle financier (91) ; VAYSSETTE Jean, secrétaire de section (32) ; VERDIER Philippe (80) ; VERGNON Gilles, Conseil Fédéral (69) ; VERITE Jérôme, bureau fédéral (72) ; VERITE Michèle, conseil fédéral (14) ; VEZHINET Joël, conseil fédéral (34) ; VIAL Patrice, maire-adjoint, secrétaire de section (26) ; VIARD Philippe (13) ; VIDAL Damien, conseil fédéral (12) ; VIGUET-SUCHEL Anne-Marie (69) ; VINCENT Anne (44) ; VINCENT Bernard (44) ; VINOT Patrick (77) ; VINOT Christine (77) ; VINNOT Chantal (30) ; VOISIN Nicolas (93) ; VOUETTE Marie-Hélène, membre de la CA (92). WILLIOT Yannick, ancien animateur fédéral MJS (57). WORTHAM Geneviève, bureau fédéral (77). YORULMAZ Ozlem (63)